

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS **2018**

CONDURIL

60
ans



CONDURIL

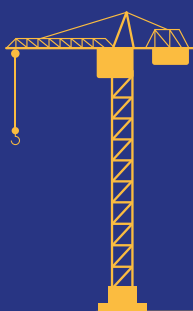
60 ANS D'HISTOIRE

1959



**FONDATION DE CONDURIL –
CONSTRUTORA DURIENSE, LDA.**

La société se consacrait à des petits travaux routiers



**ACQUISITION PAR LES ACTUELS
ACTIONNAIRES DE RÉFÉRENCE**

1970

1974

**CRÉATION DU LCC – LABORATOIRE
CENTRAL DE CONDURIL**

Système innovateur de contrôle
interne de la qualité

1976

**ELLE DEVIENT
UNE S.A.R.L.**

1990



DÉBUT DE L'EXPANSION SUR D'AUTRES MARCHÉS

Angola, Mozambique, Maroc,
Botswana, Sénégal, Cap-Vert,
Malawi, Zambie et Gabon



ADMISSION À LA NÉGOCIATION À LA BOURSE DE VALEURS



9^E MEILLEURE ENTREPRISE PORTUGAISE

Parmi les entreprises de tous les secteurs
Prix « Meilleure entreprise » du quotidien
Diário de Notícias

1993

2009



ENTREPRISE DE L'ANNÉE

(Magazine Exame)

2011

MODIFICATION DE LA RAISON SOCIALE EN « CONDURIL - ENGENHARIA, S.A. »

Pour améliorer la perception de la dignité de
sa performance et de son opérationnalité
actuelles

2008 | 2009 | 2010 | 2014

CONSIDÉRÉE « MEILLEURE ENTREPRISE DU SECTEUR DE LA CONSTRUCTION »

(Magazine Exame)

2015



G

O

N

D

U

R

L

L

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS **2018**

S O M M A I R E

06

01
Conduril

10

02
Rapport
consolidé
de gestion

18

03
États financiers
consolidés
et annexe

60

04
Rapport et
avis du Conseil
de surveillance

64

05
Certification légale
des comptes
consolidés



01 CONDURIL

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS **2018**

1. INTRODUCTION

CONDURIL - Engenharia, S.A. est une société anonyme fondée en 1959. En 60 ans d'existence, son activité s'est axée exclusivement sur le domaine du génie civil.

Aujourd'hui, le groupe Conduril (groupe) emploie plus de 2 100 collaborateurs qui exercent leurs fonctions dans 8 pays, son centre de décision étant localisé au Portugal (le siège de la société) et la coordination opérationnelle de l'Afrique australe étant centralisée en Angola.

Les organes sociaux de Conduril sont composés comme suit :

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Crisóstomo Aquino de Barros (président)
Amadeu Augusto Vinhas
Filipa Bastos Pinho Ferreira Lemos

CONSEIL D'ADMINISTRATION

António Luís Amorim Martins (président)
Maria Benedita Andrade de Amorim Martins
Maria Luísa Andrade Amorim Martins
António Baraças Andrade Miragaia
António Emanuel Lemos Catarino
Jorge Lúcio Teixeira de Castro
Miguel José Alves Montenegro de Andrade
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães

COMITÉ EXÉCUTIF

Maria Benedita Andrade de Amorim Martins (PDG)
Maria Luísa Andrade Amorim Martins (vice-PDG et DAF)
António Baraças Andrade Miragaia
António Emanuel Lemos Catarino
Jorge Lúcio Teixeira de Castro
Miguel José Alves Montenegro de Andrade
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Ademar Américo Soares Paiva (président)
Júlio Gales Ferreira Pinto
Maria de Lourdes Lopes Chaves
João Ricardo Araújo Monteiro Rocha (suppléant)

CABINET D'AUDIT

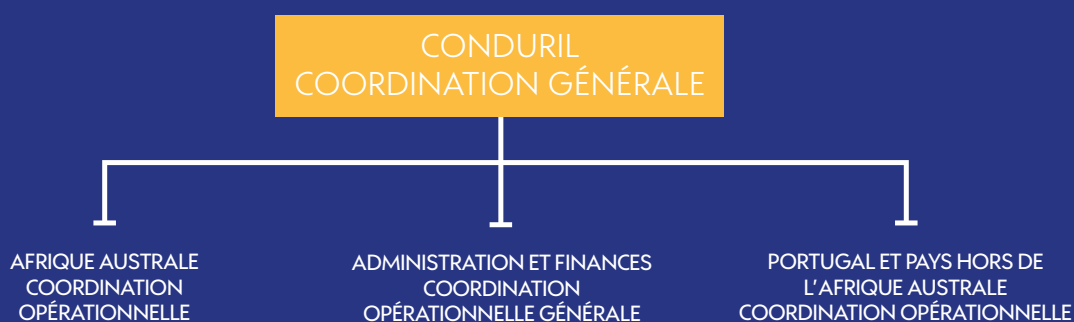
Horwath & Associados, SROC, Lda.
Représenté par Ana Raquel B. L. Esperança Sismeiro
João Miguel Neiva de Oliveira Coelho Pires (suppléant)

01
CONDURIL

CONDURIL, SYNTHÈSE DE LA STRUCTURE ORGANISATIONNELLE :



La coordination générale et la coordination exécutive en particulier reposent sur la cohésion, la consistance, la méritocratie, la loyauté, la rigueur, l'éthique et la culture. Ces valeurs sont soutenues par quatre principes : l'honnêteté, la transparence, la justice et le respect rigoureux des règles et des règlements.





02 RAPPORT CONSOLIDÉ DE GESTION

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS **2018**

CONFORMÉMENT AUX
STATUTS ET DISPOSITIONS
LÉGALES APPLICABLES, LE
CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE CONDURIL - ENGENHARIA,
S.A. PRÉSENTE ET SOUMET
À L'APPRÉCIATION DE
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
D'ACTIONNAIRES LE RAPPORT
CONSOLIDÉ DE GESTION,
LES COMPTES CONSOLIDÉS
DE LA PÉRIODE ET LES AUTRES
DOCUMENTS DE REDDITION
DES COMPTES CONSOLIDÉS
CONCERNANT L'EXERCICE DE
2018.

02.

RAPPORT CONSOLIDÉ DE GESTION

1. La production réelle mondiale a progressé de 3 points de pourcentage en 2017, une croissance similaire étant prévue pour 2018. Néanmoins, cette dynamique n'est pas clairement mise en évidence dans le secteur du génie civil où les niveaux d'activité sont encore très loin de la période avant la crise financière.

Au Portugal, d'après les données de la Banque du Portugal, l'écart de production s'approche de zéro. Stimulés par la croissance des 4 dernières années, les secteurs de l'économie sont, en général, proches de l'utilisation maximale de leur capacité de production. Cependant, ce scénario optimiste ne s'est pas répandu de manière uniforme dans tous les secteurs : celui du bâtiment et des travaux publics connaît une reprise beaucoup plus lente, partiellement aggravée par un faible taux de mise en œuvre des investissements prévus dans le programme gouvernemental « Portugal 2020 ».

En Angola, la dette extérieure croissante, la forte inflation, l'augmentation du déficit commercial et la dévaluation très forte du kwanza sont autant de facteurs qui contribuent



Portugal

à l'instabilité mise en évidence. Suite à ces obstacles, on estime que la production réelle ait présenté une légère contraction en 2018.

Au Mozambique, on vérifie une plus grande stabilité économique par rapport aux deux dernières années. Même s'il est prévu que le PIB, au cours des prochaines années, continue de présenter une tendance de croissance inférieure à celle de la dernière décennie, des taux de croissance à deux chiffres sont attendus à partir de 2023.

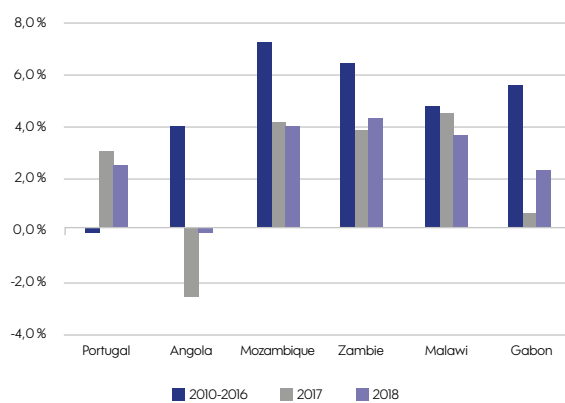
En Zambie, le produit intérieur a enregistré un taux de croissance d'environ 4 % en 2018. Le secteur de la construction est l'un des principaux leviers de cette hausse. Toutefois, on vérifie une dépendance croissante du financement issu de la Chine, engendrant une hégémonie d'entreprises de ce pays. La dette publique élevée est l'une des principales contraintes pour le développement de la Zambie.

Au Malawi, bien que la production réelle ait progressé au cours des dernières années à un taux supérieur à 3 points de pourcentage, le revenu par habitant reste faible (inférieur à 350 euros). L'agriculture reste l'une des principales activités économiques et les investissements majeurs en matière d'infrastructures sont conditionnés par l'obtention de financements extérieurs.

Au Gabon, en 2018, on a assisté à la dissolution du parlement par la Cour constitutionnelle et à la nomination de nouveaux députés. Ce changement devra contribuer à la réduction de l'instabilité politique connue depuis 2016 et

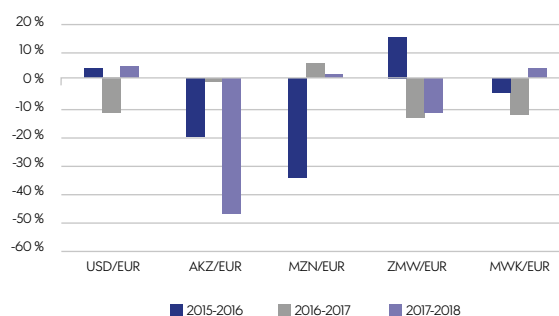
au doublement du taux de croissance du produit intérieur, passant de 2 %, en 2018 à environ 4 %, en 2019.

ÉVOLUTION DU PIB RÉEL



Source : FMI - Fonds monétaire international

ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE



Sources : Banques centrales du Portugal, d'Angola, du Mozambique, de la Zambie et du Malawi

Pour l'année 2019, le taux de croissance de l'économie mondiale devra rester proche de 3 %, même si ce scénario optimiste dépend des fluctuations macro-économiques et, en particulier, du fonctionnement du marché de transactions internationales, du renforcement et du maintien des accords internationaux et de l'évolution des tensions géopolitiques, avec un accent particulier sur ce qui suit :

- hausse du prix des produits de base, notamment du pétrole ;
- fluctuation de change, fortement conditionnée par l'évolution du dollar américain, pour des raisons de politique interne ;
- renforcement du volume de projets financés par des organisations internationales en matière de développement d'infrastructures de base dans les pays émergents ;
- augmentation des investissements dans les pays où des élections auront lieu, comme dans le cas du Portugal ;
- renforcement des moyens pour réduire les taux élevés d'inflation, etc.

2. Le chiffre d'affaires a atteint près de 125 millions d'euros, ce qui représente une réduction de 15 % par rapport à l'année précédente.

Le chiffre d'affaires en dehors du Portugal représente environ 76% du total, l'activité sur le territoire national étant bien inférieure aux prévisions, en raison d'indéfinitions dans les projets déjà attribués et de retards dans la mise en œuvre du plan d'investissements défini pour la période 2014-2020.

Les principaux projets mentionnés dans le rapport de l'année précédente restent en cours d'exécution et le contrat pour la construction de l'IP5 entre Vilar Formoso et la frontière espagnole a été signé. Les travaux suivants ont débuté : au Portugal, la construction du plus grand pont suspendu pour piétons du monde à Arouca et la stabilisation de talus sur les voies ferrées du Douro, du Nord et de la Beira Baixa ; en Angola, la mise en œuvre des infrastructures du nouveau centre urbain de Sumbe pour le client Kora ; et, au Mozambique, la réhabilitation de 3 zones d'irrigation, la construction d'infrastructures pour le terminal de Galp à Beira et la construction de 3 ponts à Cabo Delgado pour le maître d'œuvre Konoike.

Les principaux indicateurs continuent de mettre en évidence la solidité économique et financière du groupe, malgré les contraintes sévères qui ont pénalisé le chiffre d'affaires et les résultats nets, comme on peut le constater d'après le tableau suivant :



Angola

INDICATEURS	2017	2018
Actif net (€)	421 594 004	346 526 010
Passif (€)	203 641 959	134 027 840
Capitaux propres (€)	217 952 045	212 498 170
Dette brute (€) ⁽¹⁾	116 745 931	47 550 966
Dette nette (€) ⁽²⁾	-31 269 629	-19 689 859
Chiffre d'affaires (€)	146 807 517	124 574 488
EBE (€)	36 051 392	25 561 997
Résultat net de l'exercice (€)	7 016 463	3 047 097
Autonomie financière	52 %	61 %
Liquidité générale	183 %	206 %
Ratio de solvabilité	107 %	159 %
Ratio d'endettement	93 %	63 %
Rentabilité des ventes	5 %	2 %
Dette brute / EBE	3,24	1,85
EBE / Chiffre d'affaires	25 %	21 %

⁽¹⁾ la dette brute présentée correspond à la somme de tous les financements bancaires souscrits par le groupe.

⁽²⁾ la dette nette représente l'écart entre la dette brute et les disponibilités financières ou ressources assimilables du groupe.

3. La politique d'investissement adoptée par le groupe présente une flexibilité élevée, permettant une adaptation rapide aux conditions du marché.

Dans ce contexte, les principaux investissements réalisés en 2018 sont centrés sur deux noyaux : les actifs fixes et le capital humain.

En matière d'actifs fixes, plusieurs équipements de base et matériels de transport ont été renouvelés et renforcés et la construction du nouveau siège de la succursale d'Angola, appelé « Metamorphosis », a été achevée. Le projet de ce bâtiment a été l'un des finalistes dans la catégorie d'usage mixte de l'événement « World Architecture Festival 2018 ».

L'investissement dans le capital humain a traduit le sens de responsabilité sociale organisationnelle de Conduril qui repose sur les fondements suivants :

- promotion de la formation : plus de 21 500 heures de formation ont été enregistrées en 2018, 81 % desquelles dispensées à la Conduril Academy. En Angola, la Conduril Academy a mis en place un projet de sélection en vue de l'attribution de 10 bourses financées par le groupe, l'élargissement de ce projet au Mozambique en 2019 étant à l'étude.
- protection des collaborateurs : avec des polices d'assurance santé, assistance et protection voyage qui couvrent tous les collaborateurs respectant les critères définis par l'Administration.
- complément de rémunération des travailleurs à la retraite : le Fonds de pension Conduril, intégralement financé par des ressources propres et qui présente une valeur actuelle de plus de 9 millions d'euros, a garanti ce principe.

4. L'attention portée à la satisfaction de toutes les parties prenantes représente fidèlement la conduite de Conduril et de toutes les procédures que celle-ci met en œuvre. La conformité et la cohérence de ses procédés sont reconnues une année après l'autre par des entités extérieures indépendantes compétentes et se sont traduites, en 2018, par :

- le suivi, le maintien et l'extension de la certification du système de gestion de la qualité au Portugal et à Edirio, sa revalidation à la succursale d'Angola, à Métis et à Urano, ainsi que son nouvel octroi à la délégation du Mozambique et à ENOP par l'APCER (Agence portugaise de certification), conformément à la norme NP EN ISO 9001:2015 ;



- le renouvellement et l'extension de la certification du système de gestion de la sécurité et de la santé au travail au Portugal, à Edirio, à la succursale d'Angola, à Métis et à Urano, et son nouvel octroi à la délégation du Mozambique et à ENOP par l'APCER, conformément aux normes OHSAS 18001:2007 et NP 4397:2008 ;



- le suivi, le maintien et l'extension de la certification du système de gestion environnementale au Portugal et à Edirio par l'APCER, conformément à la norme NP EN ISO 14001:2015 ;



- le suivi de l'accréditation par l'IPAC (Institut português de acreditação) du Laboratoire central du Portugal, conformément à la norme NP EN ISO/IEC 17025:2005 ; et,



- la certification obtenue dans le cadre du marquage CE pour les structures métalliques fabriquées à Edirio, conformément à la norme EN1090+1:2009+A1:2011.



Mozambique



Malawi

5. Les causes nuisibles qui ont contribué à la détérioration de l'industrie de la construction et qui ont conduit plusieurs entreprises de ce secteur à la pratique d'une politique de prix excessivement bas sont perçues comme un défi, étant donné que Conduril cherche toujours à être concurrentielle et maintenir les critères de qualité qui lui sont reconnus. Celles-ci sont envisagées, en parallèle, comme une opportunité, car ces critères constituent un élément majeur de différenciation.

Pour l'année 2019, le groupe envisage un volume d'activité et de résultats supérieur à celui constaté en 2018.

Aujourd'hui, le portefeuille des travaux en cours s'élève à environ 300 millions d'euros et présente de bonnes perspectives de renforcement à court terme.

L'expansion sur de nouveaux marchés reste à l'ordre du jour de Conduril, même si celle-ci est conditionnée par des projets présentant un grand intérêt stratégique et financier.

6. Autres informations :

a) Conduril détient des succursales en Angola, au Mozambique, au Botswana, au Cap-Vert, en Zambie, au Malawi, au Gabon et au Maroc.

b) Il n'y a aucune dette envers l'État ou tout autre organisme public, y compris la Sécurité sociale.

c) Le capital social, composé de 2 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 5 euros chacune, est entièrement souscrit et libéré.

d) Les 200 000 actions propres détenues par l'entreprise n'ont pas fait l'objet de transactions au cours de l'année.

e) Aucune modification n'est survenue au cours de l'année 2018 en ce qui concerne le nombre d'actions de CONDURIL - Engenharia, S.A. détenues par des titulaires du Conseil d'administration.

7. Conscient de l'importance de la stabilité et de la solidité économique et financière du groupe et de l'équilibre de ses capitaux propres, le Conseil d'administration, conformément aux dispositions légales et statutaires, propose dans ses comptes annuels individuels que le résultat net de l'exercice, à hauteur de 3 045 198 euros, soit appliqué comme suit :

- Dividendes : 900 000 euros, ce qui correspond à 0,50 euro par action ;
- Réserves libres : 2 145 198 euros.



Portugal

8. Pour conclure son rapport, le Conseil d'administration tient à remercier tous ceux qui ont participé à l'activité de Conduril, en particulier les collaborateurs du groupe pour leur engagement et professionnalisme et les clients, les fournisseurs, les institutions bancaires et les autres éléments des Organes sociaux pour leur collaboration et compréhension.

Fait à Ermesinde, le 11 mars 2019

Le Conseil d'administration,



Gabon



03 ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET ANNEXE

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS **2018**

BILAN CONSOLIDÉ

AU 31 DÉCEMBRE 2018 ET 2017

MONTANTS EXPRIMÉS EN EUROS

	NOTES	2018	2017
ACTIF			
ACTIF NON COURANT			
Immobilisations corporelles	2;3;7	54 884 005	57 451 897
Immobilisations incorporelles	2;3;6	5 335 521	5 280 167
Participations financières (méthode de la mise en équivalence)	3;9	823 721	-
Autres immobilisations financières	3;9	89 280 114	90 025 701
Actifs d'impôt différé	3;17	63 198	402 371
Sous-total		150 386 559	153 160 136
ACTIF COURANT			
Stocks	3;10	13 544 069	12 540 815
Clients	3;18	99 452 174	111 535 932
Clients avec une retenue de garantie	3;18	3 117 604	5 619 442
État et autres organismes publics	20	14 865 706	13 893 816
Actionnaires		7 175	1 584 542
Autres comptes débiteurs	3;18;20	52 541 556	30 097 786
Charges constatées d'avance	3;20	362 547	616 920
Actifs financiers détenus à des fins de négociation	18	-	1 944 715
Autres actifs financiers	3;18	1 420	83 043 031
Encaisse et dépôts en banque	3;4	12 247 200	7 556 870
Sous-total		196 139 451	268 433 868
TOTAL DE L'ACTIF		346 526 010	421 594 004
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF			
CAPITAUX PROPRES			
Capital souscrit		10 000 000	10 000 000
Actions propres	3	(950 000)	(950 000)
Réserves légales		3 444 152	3 389 979
Autres réserves		200 716 282	196 409 585
Résultats reportés		5 004 165	5 119 622
Écarts de réévaluation		2 708 790	2 947 434
Ajustements / Autres variations des capitaux propres		(11 537 690)	(6 094 311)
Sous-total		209 385 699	210 822 309
Résultat net de l'exercice		3 045 107	7 006 709
Sous-total		212 430 805	217 829 017
Participations ne donnant pas le contrôle		67 365	123 028
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	3	212 498 170	217 952 045
PASSIF			
PASSIF NON COURANT			
Provisions	3;13	2 856 386	2 764 370
Financements obtenus	3;8;18	34 616 607	53 048 697
Passifs d'impôt différé	3;17	1 356 928	1 239 086
Sous-total		38 829 921	57 052 153
PASSIF COURANT			
Fournisseurs	3	33 978 207	40 203 759
Avances de clients	3	17 270 399	16 408 548
État et autres organismes publics	20	17 290 778	9 837 969
Actionnaires		2 846 180	4 724 874
Financements obtenus	3;8;18	12 934 358	63 697 234
Autres comptes créditeurs	3;20	10 271 947	9 900 202
Produits constatés d'avance	3;11;20	606 048	1 817 220
Sous-total		95 197 919	146 589 805
TOTAL DU PASSIF		134 027 840	203 641 959
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF		346 526 010	421 594 004

L'administration,

Le comptable certifié,

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ PAR NATURE

AU 31 DÉCEMBRE 2018 ET 2017

MONTANTS EXPRIMÉS EN EUROS

PRODUITS ET CHARGES	NOTES	2018	2017
Ventes et services fournis	3;12;20;22	124 574 488	146 807 517
Subventions d'exploitation		-	-
Gains / pertes affectés aux filiales, sociétés associées ou coentreprises	3	630 313	-
Variation des stocks de la production	3;10	103 879	(162 470)
Travaux au sein de l'entreprise	3	1 540 773	7 588 515
Coût des marchandises vendues et des matières consommées	10	(27 369 092)	(32 190 152)
Fournitures et services extérieurs	20	(43 427 304)	(52 318 827)
Frais de personnel	3;19;20	(34 124 019)	(39 884 962)
Dépréciation de stocks (pertes / reprises)	3;10	(25 307)	(56 899)
Dépréciation de créances à recevoir (pertes / reprises)	3;18	271 143	(1 125 720)
Provisions (augmentations / diminutions)	3;13	(262 455)	(351 354)
Dépréciation d'investissements non amortissables (pertes / reprises)		-	-
Augmentations / diminutions de la juste valeur	3;18	-	-
Autres revenus	14;20	18 596 124	22 385 481
Autres charges	2;14;20	(14 873 168)	(16 173 711)
Résultat avant dépréciations, charges de financement et impôts		25 635 379	34 517 419
Charges / reprises de dépréciation et d'amortissement	3;6;7	(6 443 673)	(9 428 109)
Dépréciation d'investissements amortissables (pertes / reprises)		-	-
Résultat d'exploitation (avant charges de financement et impôts)		19 191 705	25 089 310
Intérêts et produits assimilés obtenus		-	-
Intérêts et charges assimilées supportées	3;20	(6 407 899)	(11 267 487)
Résultat avant impôts		12 783 806	13 821 822
Impôt sur les bénéfices de l'exercice	3;17	(9 736 709)	(6 805 359)
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE		3 047 097	7 016 463
Résultat des activités discontinues (net d'impôts) y compris dans le résultat net de l'exercice		-	-
RÉSULTAT NET POUR L'EXERCICE ATTRIBUABLE :			
Détenteurs de capitaux de la société mère		3 045 107	7 006 709
Participations ne donnant pas le contrôle		1 990	9 754
Sous-total		3 047 097	7 016 463
RÉSULTAT PAR ACTION NON DILUÉ		1,69	3,90

L'administration,

Le comptable certifié,

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

AU 31 DÉCEMBRE 2018 ET 2017

MONTANTS EXPRIMÉS EN EUROS

POSTES	NOTES	2018	2017
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
Encaissements clients		176 878 856	162 006 521
Règlements fournisseurs		(75 678 533)	(104 106 784)
Rémunérations du personnel		(27 901 334)	(32 248 414)
Trésorerie générée par les opérations		73 298 990	25 651 323
Impôt sur les bénéfices payé / perçu		(1 795 046)	(2 881 061)
Autres encaissements / décaissements		(10 010 019)	24 692
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (1)		61 493 925	22 794 955
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
DÉCAISSEMENTS CONCERNANT :			
Immobilisations corporelles		(609 773)	(9 420 711)
Immobilisations incorporelles		-	-
Immobilisations financières		(12 241)	(8 860)
Autres actifs		-	-
ENCAISSEMENTS PROVENANT DE :			
Immobilisations corporelles		-	17 673
Autres actifs		-	-
Intérêts et produits assimilés		2 440 141	2 992 947
Dividendes		800 907	4 178 380
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (2)		2 619 034	(2 240 571)
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
ENCAISSEMENTS PROVENANT DE :			
Financements obtenus		85 351 145	127 096 427
Autres opérations de financement		-	8 913
DÉCAISSEMENTS CONCERNANT :			
Financements obtenus		(134 053 310)	(140 614 858)
Financements leasings		(756 741)	(1 145 802)
Intérêts et charges assimilées		(5 947 608)	(9 992 560)
Dividendes		(2 700 000)	(900 000)
Réductions de capital et d'autres instruments de capitaux propres		-	-
Autres opérations de financement		-	(11 665)
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT (3)		(58 106 514)	(25 559 546)
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie (1 + 2 + 3)		6 006 445	(5 005 162)
Effets advenant des différences de change		(1 316 115)	(256 924)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice		7 556 870	12 818 957
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	4	12 247 200	7 556 870

L'administration,

Le comptable certifié,

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

MONTANTS EXPRIMÉS EN EUROS

CAPITAUX PROPRES ATTRIBUÉS AUX DÉTENTEURS DE CAPITAUX DE LA SOCIÉTÉ MÈRE										
	NOTES	CAPITAL SOUSCRIT	ACTIONS (PARTS) PROPRES	RÉSERVES LÉGALES	AUTRES RÉSERVES	RÉSULTATS REPORTÉS	ÉCARTS DE RÉÉVALUATION	AJUSTEMENTS / AUTRES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES	RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	TOTAL
SITUATION AU 1 ^{ER} JANVIER 2018		10 000 000	(950 000)	3 389 979	196 409 585	5 119 622	2 947 434	(6 094 311)	7 006 709	217 829 017
Affectation du résultat de l'exercice				43 727	6 962 969	13			(7 006 709)	-
Situation au 1 ^{er} janvier 2018 suite à l'affectation du résultat		10 000 000	(950 000)	3 433 706	203 372 554	5 119 635	2 947 434	(6 094 311)	-	217 829 017
VARIATIONS AU COURS DE L'EXERCICE :										
Première adoption du nouveau référentiel comptable									-	-
Changements de méthodes comptables									-	-
Écarts de conversion des états financiers						398 755	(398 755)	(5 722 150)	(5 722 150)	(5 779 803)
Libération d'écarts de réévaluation						(160 112)	160 112		-	-
Écarts de réévaluation									-	-
Ajustements d'impôt différé								(4 569)	(4 569)	(4 569)
Application de la méthode de la mise en équivalence									-	-
Autres variations comptabilisées dans les capitaux propres		-	-	10 446	43 727	(643 723)		283 340	(306 210)	(306 211)
				10 446	43 727	(405 079)	(238 644)	(5 443 379)	-	(6 032 929)
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	Résultat global								3 045 107	3 045 107
									3 045 107	3 045 107
OPÉRATIONS AVEC DÉTENTEURS DE CAPITAUX AU COURS DE L'EXERCICE					(2 700 000)				-	-
Souscriptions de capital									-	-
Souscriptions de primes d'émission									(2 700 000)	(2 700 000)
Distributions									-	-
Apports à la couverture de pertes						289 610			289 610	289 610
Autres opérations					(2 700 000)	289 610			(2 410 390)	(2 410 390)
SITUATION À LA FIN DÉCEMBRE 2018	3	10 000 000	(950 000)	3 444 152	200 716 282	5 004 165	2 708 790	(11 537 690)	3 045 107	212 430 805
									67 365	212 498 170

L'administration,

Le comptable certifié,

03.

ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2018

1. INTRODUCTION

CONDURIL - Engenharia, S.A. (« CONDURIL » ou « entreprise ») a été fondée en 1959 et est devenue une société anonyme en 1976 ; son siège social est situé Av. Eng.º Duarte Pacheco, 1835 – 4445-416 Ermesinde – Valongo ; accompagnée de ses sociétés associées (« groupe »), elles ont pour activité principale les marchés publics de travaux et tous les travaux en rapport avec ce secteur d'activité.

Nous considérons que ces états financiers consolidés donnent une image fidèle des opérations des entreprises faisant partie du groupe, ainsi que de sa situation et performance financières et de ses flux de trésorerie.

Les états financiers consolidés sont déposés au siège de l'entreprise.

Tous les montants mentionnés dans le présent document sont exprimés en euros et arrondis à l'unité.

2. RÉFÉRENTIEL COMPTABLE POUR LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

2.1. Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des registres comptables du groupe et conformément aux normes du Système de normalisation comptable, en vertu des lois suivantes :

- Décret-loi n° 158/2009, du 13 juillet, tel que modifié par le décret-loi n° 98/2015, du 2 juin (Système de normalisation comptable) ;
- Arrêté ministériel n° 220/2015, du 24 juillet (Modèles d'états financiers) ;
- Avis n° 8254/2015, du 29 juillet (Structure conceptuelle) ;
- Avis n° 8256/2015, du 29 juillet (Normes comptables et d'information financière) ;
- Arrêté ministériel n° 218/2015, du 23 juillet (Code des comptes).

2.2. Indication et commentaires concernant les comptes de bilan et les comptes de résultat dont le contenu n'est pas comparable à celui de l'exercice précédent :

Les montants indiqués à des fins comparatives sont comparables et présentés selon le modèle résultant des modifications introduites par les normes légales mentionnées au paragraphe précédent.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables adoptées lors de la préparation des états financiers ci-joints sont les suivantes :

3.1. Bases d'évaluation utilisées lors de la préparation des états financiers

Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des livres et des registres comptables des entreprises faisant partie du groupe, tenus conformément aux principes comptables généralement admis au Portugal (NCRF).

A. Principes de consolidation

Les principes de consolidation adoptés par le groupe lors de la préparation de ses états financiers consolidés sont les suivants :

i. Participations dans des filiales

Les participations financières dans des entreprises dans lesquelles le groupe détient, directement ou indirectement, plus de 50 % des droits de vote dans l'assemblée générale ou dans lesquelles il détient le pouvoir de contrôler leurs politiques financières et opérationnelles (définition de contrôle utilisée par le groupe) sont incluses dans les états financiers consolidés selon la méthode de l'intégration globale. Les capitaux propres et le résultat net de ces entreprises correspondant à la participation de tiers sont présentés séparément dans le bilan consolidé et dans le compte de résultat consolidé, dans le poste « Participations ne donnant pas le contrôle ».

Lorsque les pertes attribuables aux actionnaires / associés minoritaires dépassent l'intérêt minoritaire dans les capitaux propres de la filiale, le groupe absorbe cet excédent et toutes les pertes supplémentaires, sauf si les actionnaires / associés minoritaires sont tenus et en mesure de couvrir ces pertes. Si la filiale dégage par la suite des bénéfices, ceux-ci sont attribués au groupe jusqu'à ce que la part des pertes relatives aux minoritaires imputée au groupe ait été couverte.

Le résultat des filiales acquises ou vendues au cours de l'exercice est compris dans le compte de résultat depuis la date de leur acquisition ou jusqu'à la date de leur vente, respectivement.

Le cas échéant, des ajustements aux états financiers des filiales sont effectués afin d'adapter leurs méthodes comptables à celles utilisées par le groupe. Les transactions, les soldes et les dividendes distribués entre les entreprises du groupe sont supprimés lors du processus de consolidation.

Dans les situations où le groupe détient, en substance, le contrôle d'autres entités créées dans un but déterminé (« Entités ad hoc »), même s'il ne détient pas des participations en capital directement ou indirectement dans ces entités, celles-ci sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

ii. Participations dans des sociétés associées

Les participations financières dans des sociétés associées (les sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence considérable, mais sans avoir leur contrôle ou un contrôle conjoint, à travers la participation aux décisions financières et opérationnelles de la société – généralement il s'agit d'investissements représentant entre 20 % et 50 % du capital d'une société – sont considérées comme telles) sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

D'après la méthode de la mise en équivalence, les participations financières dans des sociétés associées sont comptabilisées initialement au coût d'acquisition, majoré ou déduit de la valeur correspondant à la part des capitaux propres de ces sociétés, déclarées à la date d'acquisition ou de la première application de la méthode de la mise en équivalence. Les participations financières sont ultérieurement ajustées chaque année par la valeur correspondante à la participation dans le résultat net des sociétés associées en contrepartie de revenus ou de charges de l'exercice. De plus, les dividendes de ces entreprises sont enregistrés comme une diminution de la valeur de l'investissement, la part proportionnelle dans les variations des capitaux propres étant enregistrée comme une variation des capitaux propres du groupe.

Les différences entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs et des passifs identifiables de la société associée à la date d'acquisition, si elles sont positives, sont comptabilisées comme *goodwill*. Si ces différences sont négatives, après nouvelle confirmation de la juste valeur attribuée, elles sont enregistrées comme gains de l'exercice dans le poste « Autres revenus ».

Une évaluation des participations dans des sociétés associées est effectuée lorsqu'il existe des indices que l'actif a pu perdre de la valeur, les pertes de valeur démontrées

étant enregistrées comme charges. Lorsque les pertes de valeur comptabilisées au cours d'exercices précédents cessent d'exister, elles font l'objet d'une reprise.

Lorsque la part du groupe dans les pertes cumulées de la société associée dépasse la valeur enregistrée de l'investissement, celui-ci est déclaré comme nul, sauf si le groupe s'est engagé avec la société associée, une provision pour faire face à ces obligations étant enregistrée dans ces cas.

Les revenus latents sur des transactions avec des sociétés associées sont supprimés dans les mêmes proportions que la participation du groupe dans la société associée, en contrepartie de l'investissement dans celle-ci. Les pertes latentes sont supprimées de manière similaire, mais seulement dans la mesure où la perte n'indique pas que l'actif transféré a subi une perte de valeur.

iii. Entités contrôlées conjointement

Les participations financières dans des entreprises / entités contrôlées conjointement ont été consolidées dans les états financiers ci-joints selon la méthode de l'intégration proportionnelle, depuis la date à laquelle le contrôle est partagé. D'après cette méthode, les actifs, les passifs, les charges et les revenus de ces entreprises ont été intégrés dans les états financiers consolidés, poste par poste, dans la proportion du contrôle attribuable au groupe.

La classification des participations financières détenues dans des entreprises / entités contrôlées conjointement est déterminée sur la base :

- des accords d'actionnaires régissant le contrôle conjoint ;
- du pourcentage effectif de détention ;
- des droits de vote détenus.

Toute différence de consolidation générée lors de l'acquisition d'une entreprise / entité contrôlée conjointement est enregistrée selon les méthodes comptables définies pour les filiales. Les transactions, les soldes et les dividendes distribués entre les entreprises contrôlées conjointement sont supprimés dans la proportion du contrôle attribuable au groupe.

iv. Goodwill

À la date de clôture, une évaluation concernant la recouvrabilité de la valeur nette du *goodwill* est faite, une perte de valeur étant comptabilisée dès que la valeur comptable du *goodwill* dépasse sa valeur recouvrable. La valeur du *goodwill* n'est pas amortie. Le gain ou la perte lors de la cession d'une entité incluent la valeur comptable du *goodwill* relative à cette entité, sauf si l'activité associée à ce *goodwill* continue de générer des bénéfices pour le groupe. Les pertes de valeur relatives au *goodwill* ne

sont pas reprises et sont enregistrées dans le compte de résultat de l'exercice dans le poste « Dépréciation d'investissements non amortissables (pertes / reprises) ».

Les différences entre le coût d'acquisition des participations dans des filiales et des sociétés associées et la juste valeur de leurs actifs et passifs identifiables (y compris des passifs éventuels) à la date d'acquisition, si elles sont négatives, sont comptabilisées comme des revenus à la date d'acquisition, après nouvelle confirmation de la juste valeur des actifs et des passifs identifiables.

Le gain ou la perte concernant la cession d'une entité incluent la valeur comptable du *goodwill* relative à cette entité, sauf si l'activité associée à ce *goodwill* continue de générer des bénéfices pour le groupe.

v. Conversion des états financiers des filiales libellés en monnaie étrangère

Les actifs et les passifs des états financiers des entités étrangères faisant partie de la consolidation sont convertis en euros, selon les taux de change en vigueur à la date de clôture et les revenus et charges selon les taux de change moyens. La différence de change résultant est enregistrée dans le poste de capitaux propres « Autres variations des capitaux propres ».

La valeur du *goodwill* et les ajustements de la juste valeur résultant de l'acquisition d'entités étrangères sont considérés comme des actifs et des passifs de ces entités et convertis en euros selon le taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Lorsqu'une entité étrangère est cédée, la différence de change cumulée est comptabilisée dans le compte de résultat comme gains ou pertes de la cession.

B. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, qui concernent essentiellement les droits de superficie et les logiciels, sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué d'éventuelles pertes de valeur et amortissements cumulés. Ces actifs sont amortis à partir du moment où les actifs sous-jacents sont achevés ou en cours d'utilisation, suivant la méthode linéaire, pour une période de 60 et de 3 ans, respectivement.

Les immobilisations incorporelles ne sont comptabilisées que s'il est probable qu'elles présentent des bénéfices économiques futurs pour le groupe, qu'elles soient contrôlables par le groupe ou qu'elles puissent être mesurées de façon fiable.

Les coûts de développement, dont le groupe est capable pour compléter son développement et commencer sa commercialisation et/ou son utilisation, et dont l'actif est susceptible de générer de bénéfices économiques futurs, sont capitalisés. Les coûts de développement qui ne respectent pas ces critères sont enregistrés comme des charges de l'exercice au cours duquel ils interviennent.

Les plus-values ou moins-values découlant de la vente ou de la mise au rebut de ces actifs sont déterminées par la différence entre le prix de vente et la valeur comptable nette à la date de la cession / mise au rebut et elles seront enregistrées dans le compte de résultat à leur valeur nette comme « Autres revenus » ou « Autres charges ».

C. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises jusqu'au 1^{er} janvier 2009 sont enregistrées à leur coût effectif, qui correspond au coût d'acquisition ou au coût d'acquisition réévalué, suivant les principes comptables généralement admis au Portugal jusqu'à cette date, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles acquises après cette même date sont enregistrées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulés.

Les amortissements sont comptabilisés après la date de début d'utilisation des biens, suivant la méthode linéaire, sur une base annuelle, conformément aux durées de vies utiles estimées comme suit :

	ANNÉES
Bâtiments et autres constructions	10 – 25
Équipement de base	3 – 16
Matériel de transport	3 – 8
Fournitures administratives	3 – 12
Autres immobilisations corporelles	3 – 10

Les charges concernant l'entretien et la réparation n'augmentant pas la durée de vie utile de ces immobilisations corporelles sont enregistrées comme des charges de l'exercice au cours duquel elles interviennent. Les charges concernant de réparations et renouvellements majeurs sont incluses dans la valeur comptable de l'actif lorsqu'il en adviendra des bénéfices économiques futurs supplémentaires.

Les immobilisations corporelles en cours représentent des actifs encore en phase de construction ou en transit et sont enregistrées au coût d'acquisition diminué d'éventuelles pertes de valeur. Ces actifs sont amortis dès leur mise en usage.

Les plus-values ou moins-values découlant de la vente ou de la mise au rebut de ces actifs sont déterminées par la différence entre le prix de vente et la valeur comptable nette à la date de la cession / mise au rebut et elles seront enregistrées dans le compte de résultat à leur valeur nette comme « Autres revenus » ou « Autres charges ».

D. Contrats de location

La classification des contrats de location en location-financement ou en location simple est faite en fonction de la substance du contrat et non de sa forme. Les contrats de location dans lesquels le groupe est locataire sont classés

comme des contrats de location-financement s'ils ont pour effet de transférer substantiellement tous les risques et les avantages inhérents à leur possession, ou comme des contrats de location simple s'ils ont pour effet de ne pas transférer substantiellement tous les risques et avantages inhérents à leur possession.

D'après la méthode financière, le coût de l'actif est enregistré comme un actif, la responsabilité correspondante est enregistrée dans le passif, dans le poste « Financements obtenus », et les intérêts compris dans le montant des loyers et la réintégration de l'actif sont enregistrés comme des charges dans le compte de résultat de l'exercice concerné.

Dans les contrats de location simple, les loyers restant à payer sont comptabilisés comme des charges dans le compte de résultat, sur une base linéaire, au cours de l'exercice du contrat de location.

E. Intégration de succursales

L'information comptable des succursales où le groupe opère, notamment en Angola, au Mozambique, au Maroc, au Botswana, au Cap-Vert, en Zambie, au Malawi et au Gabon intègre, tous les mois, la comptabilité. Les soldes et les transactions au cours de l'exercice entre le siège et les succursales sont annulés.

Lorsque la monnaie fonctionnelle de la succursale est différente de la monnaie de présentation du groupe, le processus d'intégration est réalisé à travers la conversion de tous les écarts des actifs et des passifs, des produits et des charges selon le taux de change en vigueur à la date de chaque intégration mensuelle. À la date de publication des comptes, les différences de change sur les actifs et passifs monétaires sont établies et enregistrés comme des revenus ou des charges dans le compte de résultat.

Pour l'information comptable des succursales, on utilise, essentiellement, les méthodes comptables en vigueur au Portugal. Afin d'assurer l'uniformité des méthodes comptables, lorsque le cadre normatif local diverge du cadre normatif en vigueur au Portugal, les ajustements nécessaires sont effectués.

F. Dépréciation des actifs non courants (à l'exception du goodwill)

Une évaluation de la dépréciation par référence au final de chaque exercice est effectuée, si un événement ou une modification des circonstances indique que le montant pour lequel l'actif est inscrit peut ne pas être récupéré.

Lorsque le montant pour lequel l'actif est inscrit est supérieur à sa somme recouvrable, une perte de valeur est enregistrée comme des charges dans le poste « Dépréciation d'investissements amortissables (pertes / reprises) ». La somme recouvrable est celle qui est la plus élevée entre le prix de vente net et la valeur d'utilité.

Le prix de vente net est le montant qui résulterait de la cession de l'actif lors d'une transaction entre des entités indépendantes et informées, diminué des charges directement imputables à la cession. La valeur d'utilité est la valeur qui existe dans les flux de trésorerie futurs estimés qui sont attendus de l'utilisation continue de l'actif et de sa cession à la fin de sa durée de vie utile. La somme recouvrable est estimée individuellement pour chaque actif ou, si cela n'est pas possible, pour l'unité génératrice de flux de trésorerie à laquelle est rattaché l'actif.

Après la comptabilisation d'une perte de valeur, les charges avec l'amortissement / la dépréciation de l'actif sont ajustées pour les exercices futurs afin que la valeur comptable revue de l'actif, diminuée de sa valeur résiduelle (s'il y a lieu), puisse être répartie de façon systématique sur sa durée de vie utile restant à courir.

La reprise des pertes de valeur comptabilisées au cours des exercices antérieurs est enregistrée s'il s'avère que les pertes de valeur comptabilisées n'existent plus ou qu'elles ont diminué. Cette analyse est faite lorsqu'il existe des indices que la perte de valeur comptabilisée antérieurement a été reprise. La reprise des pertes de valeur est comptabilisée comme des revenus dans le compte de résultat. Cependant, la reprise de la perte de valeur est effectuée jusqu'à hauteur du montant pour lequel elle serait comptabilisée (net d'amortissement ou de dépréciation), au cas où la perte de valeur n'aurait pas été enregistrée dans les exercices antérieurs.

G. Charges des financements obtenus

Les charges financières des financements sont comptabilisées comme des charges selon la méthode de la comptabilité d'engagement, même si ces charges sont directement imputables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif qui prend un certain temps de préparation avant d'être utilisé. Dans ce cas, les charges financières pourraient être capitalisées jusqu'au moment où toutes les activités nécessaires pour préparer l'actif éligible avant d'être utilisé ou vendu sont achevées.

H. Stocks

Les marchandises, les matières premières et les fournitures consommables sont inscrites à leur coût d'acquisition ou au prix du marché, lorsque ce dernier est inférieur (le coût moyen étant utilisé comme méthode de détermination des coûts). Le prix du marché est la valeur nette de réalisation ou le coût de remplacement.

Les produits finis et semi-finis, les sous-produits et les produits et les travaux en cours sont évalués au coût de production (qui comprend le coût des matières premières incorporées, la main d'œuvre et les frais généraux de fabrication) ou au prix du marché lorsque ce dernier est inférieur. Le prix du marché correspond à la valeur nette de réalisation.

Lorsque le prix du marché est inférieur au coût d'acquisition, des pertes de valeur sont comptabilisées.

I. Instruments financiers

i. Investissements

Les investissements dans d'autres entreprises sont enregistrés au coût d'acquisition ou, dans le cas des emprunts accordés, à la valeur nominale. Une évaluation de ces investissements est effectuée lorsqu'il existe des indices que l'actif a pu perdre de la valeur, les pertes de valeur démontrées étant enregistrées comme des charges. Les revenus résultant d'immobilisations financières (dividendes ou bénéfices distribués) sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel sa distribution est décidée et annoncée.

ii. Créances comptables

Les créances comptables sont enregistrées à leur valeur nominale et présentées dans le bilan, déduites d'éventuelles pertes de valeur, comptabilisées dans le poste « Dépréciation de créances à recevoir (pertes / reprises) », afin de reproduire leur valeur nette de réalisation.

Les pertes de valeur sont enregistrées à la suite d'événements indiquant, objectivement et de façon quantifiable, que la totalité ou une partie du solde impayé ne sera pas reçue. À cet effet, le groupe prend en compte des informations sur le marché faisant preuve que le client manque à sa responsabilité, ainsi que de l'information historique sur les soldes échus et non perçus.

Les pertes de valeur comptabilisées correspondent à la différence entre la valeur comptable du solde à recevoir et la respective valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, calculés au taux d'intérêt effectif initial, qui est réputé nul lorsqu'on prévoit un encaissement dans un délai inférieur à une année.

iii. Financements

Les financements sont enregistrés dans le passif à leur valeur nominale, déduit des charges de transaction directement imputables à l'émission de ces passifs. Les charges financières sont calculées sur la base du taux d'intérêt effectif et comptabilisées au compte de résultat de l'exercice selon la méthode de la comptabilité d'engagement.

iv. Fournisseurs et dettes comptables

Les dettes comptables aux fournisseurs et à d'autres tiers qui ne portent pas d'intérêts sont enregistrées à leur valeur nominale.

v. Passifs financiers et instruments de capitaux propres

Les passifs financiers et les instruments de capitaux propres sont classés selon la substance contractuelle de la transaction, indépendamment de la forme légale qu'ils revêtent.

Un instrument financier est classé comme un passif financier lorsqu'il existe l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou d'un autre actif financier, indépendamment de sa forme légale. Les passifs financiers sont enregistrés initialement à leur juste valeur déduite des charges de transaction encourues et, ultérieurement, à leur coût amorti, sur la base de la méthode du taux effectif.

Un instrument financier est classé comme un instrument de capitaux lorsqu'il n'existe pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou d'un autre actif financier, indépendamment de sa forme légale, dégageant un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs.

Les charges directement imputables à l'émission d'instruments de capitaux sont enregistrées en contrepartie des capitaux propres comme une déduction sur la valeur de l'émission. Les montants versés ou perçus par les achats et les ventes d'instruments de capitaux sont enregistrés dans les capitaux propres déduits des charges de transaction.

Les distributions effectuées suivant des instruments de capitaux sont déduites des capitaux propres comme des dividendes lorsqu'elles sont déclarées.

vi. Actions propres

Les actions propres sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition comme un abattement aux capitaux propres. Les revenus et les pertes inhérents à la cession des actions propres sont enregistrés dans le poste « Autres réserves », n'affectant pas le résultat de l'exercice.

vii. Effets escomptés et créances à recevoir en affacturage

Le groupe ne décomptabilise les actifs financiers dans ses états financiers que lorsque le droit contractuel relatif aux flux de trésorerie de ces actifs a déjà expiré, ou lorsque le groupe transfère substantiellement tous les risques et avantages inhérents à la possession de ces actifs vers une troisième entité. Si le groupe conserve substantiellement les risques et les avantages inhérents à la possession de ces actifs, elle doit continuer à les comptabiliser dans ses états financiers, en enregistrant dans le passif, dans le poste « Financements obtenus », la contrepartie en argent pour les actifs cédés.

Par conséquent, les soldes des clients titrisés par des effets escomptés et non échus et les créances à recevoir en affacturage à la date de clôture, à l'exception des opérations « Affacturage sans recours », sont comptabilisés dans les états financiers consolidés, dans le passif, jusqu'au moment de leur encaissement.

viii. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les montants compris dans le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » correspondent aux valeurs de trésorerie, aux dépôts en banque, aux dépôts à terme et à d'autres placements de trésorerie, dont l'échéance est de moins de trois mois, et qui peuvent être immédiatement mobilisables sans risque significatif de changement de valeur.

J. Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels

Les provisions ne sont comptabilisées que lorsqu'il existe une obligation actuelle (légale ou implicite) découlant d'un événement passé, qu'il est probable une sortie de ressources pour résoudre l'obligation et que le montant de l'obligation puisse être estimé de façon raisonnable. Les provisions sont revues à la date de clôture de chaque exercice et sont ajustées de façon à mieux refléter la meilleure estimation à cette date. Les provisions pour les charges de restructuration sont comptabilisées lorsqu'il existe un plan formalisé et détaillé de restructuration et lorsque celui-ci a été communiqué aux parties concernées.

Les passifs éventuels sont définis par le groupe comme : (i) des obligations possibles advenant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du groupe ; ou (ii) des obligations actuelles advenant d'événements passés mais qui ne sont pas comptabilisées, car il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ou le montant de l'obligation ne peut pas être mesuré avec une fiabilité suffisante.

Les actifs éventuels résultent habituellement d'événements non planifiés ou imprévus qui créent la possibilité d'une entrée d'avantages économiques pour le groupe. Le groupe ne comptabilise pas d'actifs éventuels dans ses états financiers et ne les communique que si des avantages économiques sont susceptibles d'en advenir. Lorsque la réalisation du produit est quasiment certaine, l'actif n'est pas un actif éventuel et sa comptabilisation est justifiable.

K. Périodes économiques

Les charges et les revenus sont enregistrés dans l'exercice auquel ils se rapportent, indépendamment de son décaissement ou encaissement, selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Les différences entre les montants encaissés et décaissés et les respectives recettes et dépenses sont enregistrées dans les postes « Autres comptes débiteurs », « Autres comptes créditeurs » ou « Compte de régularisation ».

L. Impôt sur les bénéfices de l'exercice

Les impôts sur les bénéfices enregistrés dans les résultats comprennent l'effet des impôts courants et des impôts différés. Les impôts courants sur les bénéfices sont calculés

sur la base du résultat imposable de chaque entreprise de la consolidation, conformément aux règles fiscales en vigueur.

Les impôts différés correspondent aux différences temporelles entre les montants des actifs et des passifs aux fins de registre comptable et les montants respectifs aux fins d'imposition, ainsi que ceux découlant des avantages fiscaux obtenus et des différences temporelles entre le résultat fiscal et le résultat comptable. L'impôt est comptabilisé dans le compte de résultat, sauf s'il est lié à des mouvements dans les capitaux propres, ce qui implique sa comptabilisation dans les capitaux propres.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont calculés et évalués périodiquement, en utilisant les taux d'imposition comptés être en vigueur à la date de reprise des différences temporelles.

Les impôts différés correspondent aux différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leur base fiscale, en utilisant les taux d'impôt approuvés ou substantiellement approuvés, à la date de clôture, dans chaque juridiction et comptés être appliqués lorsque les différences temporelles s'inverseront.

Les impôts différés passifs sont comptabilisés dans toutes les différences temporelles imposables (à l'exception du goodwill non déductible fiscalement), à partir des différences qui résultent de la comptabilisation initiale d'actifs et de passifs qui n'affectent ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable et à partir des différences liées à des investissements dans des filiales, dans la mesure où il n'est pas probable qu'elles s'inverseront dans le futur. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés lorsqu'il est probable d'exister des bénéfices imposables futurs qui absorbent les différences temporelles fiscalement déductibles.

Les actifs d'impôt différé ne sont enregistrés que lorsqu'il existe des attentes raisonnables en matière de bénéfices fiscaux futurs suffisants pour les utiliser. Chaque année, les différences temporelles sous-jacentes aux actifs d'impôt différé sont objet d'une réévaluation afin de les comptabiliser ou de les ajuster en fonction de l'attente actuelle de future récupération.

M. Actifs non courants détenus à la vente

Les actifs non courants sont classés comme étant détenus en vue de la vente lorsque leur valeur du bilan est réalisable par une transaction de vente, au lieu de l'être par leur utilisation continue. On constate cette situation seulement dans les conditions suivantes : (i) la vente est probable et l'actif est disponible à la vente immédiate dans l'état où il se trouve ; (ii) la gestion est engagée dans un plan de vente ; et (iii) il est probable que la vente soit réalisée dans les douze mois.

Les actifs non courants classés comme étant détenus en vue de la vente sont mesurés à la valeur la plus faible entre la valeur comptable et sa juste valeur diminuée des charges probables à la vente.

N. Subventions gouvernementales ou d'autres organismes publics

Les subventions perçues dans le cadre de programmes de formation professionnelle ou les subventions d'exploitation sont enregistrées dans le poste « Subventions d'exploitation » du compte de résultat de l'exercice au cours duquel ces programmes sont réalisés, indépendamment de la date de leur encaissement, à moins qu'ils puissent devenir une créance dans un exercice ultérieur, où ils seront considérés comme des revenus de cet exercice.

Les subventions non remboursables associées à des actifs sont enregistrées dans le bilan comme « Autres variations des capitaux propres » et comptabilisées dans le compte de résultat proportionnellement aux réintégrations des actifs subventionnés, dans chaque exercice.

O. Compléments de pension

CONDURIL - Engenharia, S.A. s'est engagée à attribuer aux salariés des prestations en espèces au titre de compléments de pension de vieillesse et d'invalidité. Pour assurer ces engagements, CONDURIL - Engenharia, S. A. a créé, en 1989, un fonds de pension à prestations définies, à l'usage exclusif de ses fonctionnaires, dont les charges annuelles, déterminées en fonction des calculs actuariels, sont enregistrées conformément à la règle comptable NCRF 28 – Avantages du personnel.

Les engagements actuariels sont calculés en fonction de la « méthode de la projection de l'unité de crédit », en utilisant les hypothèses actuarielles et financières considérées appropriées.

P. Produit

Le groupe comptabilise les résultats des ouvrages, contrat à contrat, conformément à la règle comptable NCRF 19 – Contrats de construction, selon la méthode du pourcentage d'avancement, qui est le rapport entre les charges encourues dans chaque ouvrage jusqu'à une date spécifique et la somme de ces charges avec les charges prévues pour l'achever. Les différences obtenues entre les valeurs résultant de l'application du niveau d'avancement sur les revenus estimés et les valeurs facturées sont comprises dans les postes « Autres comptes débiteurs » et « Compte de régularisation ».

Les variations vérifiées dans les travaux face au montant du produit convenu dans le contrat sont comptabilisées dans le résultat de l'exercice lorsqu'il est probable que le client approuve le montant du produit résultant de la variation et que celle-ci puisse être mesurée de façon fiable.

Les réclamations pour le remboursement de charges non incluses dans le prix du contrat sont comprises dans le produit du contrat lorsque l'état d'avancement des négociations est tel qu'il est probable que le client acceptera la réclamation et que celle-ci puisse être mesurée de façon fiable.

Pour faire face aux charges à encourir pendant la période de garantie des ouvrages, le groupe comptabilise annuellement un passif pour respecter son obligation légale, qui est constaté en fonction du volume de la production annuelle et de ses antécédents concernant les charges encourues précédemment avec les ouvrages dans la période de garantie. Lorsqu'il est probable que les charges totales prévues dans le contrat de construction dépassent les revenus qui y sont définis, la perte attendue est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

Les dividendes sont comptabilisés comme des revenus dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel son attribution est décidée.

Q. Charges afférentes à la préparation de propositions

Les charges afférentes à la préparation de propositions pour divers appels d'offres sont comptabilisées dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel elles interviennent.

R. Travaux au sein de l'entreprise

Les travaux au sein de l'entreprise correspondent à de travaux de construction et d'amélioration exécutés par des entreprises du groupe, ainsi que d'importantes réparations d'équipements, et ils comprennent les charges concernant les matériaux, la main d'œuvre directe et les frais généraux.

Ces charges ne sont capitalisées que lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Les actifs développés sont identifiables ;
- Il est très probable que les actifs puissent générer des bénéfices économiques futurs ; et
- Elles sont mesurées de façon fiable.

S. Faits survenus après la clôture de l'exercice

Les faits survenus après la date de clôture qui donnent des preuves ou des informations supplémentaires sur les conditions qui existaient à la date de clôture (« Événements donnant lieu à des ajustements ») sont reflétés dans les états financiers consolidés. Les faits survenus après la date de clôture qui indiquent des conditions survenues après la date de clôture (« Événements ne donnant pas lieu à des ajustements »), lorsque significatifs, sont communiquées dans l'annexe aux états financiers consolidés.

T. Jugements et estimations

Lors de la préparation des états financiers, le Conseil d'administration de chaque entreprise faisant partie de la consolidation s'est basé sur la meilleure connaissance et sur l'expérience d'événements passés et/ou en cours et a considéré certaines hypothèses concernant des événements futurs.

Les estimations comptables les plus significatives figurant dans les états financiers consolidés des exercices prenant fin le 31 décembre 2018 et 2017 comprennent :

- Les durées de vies utiles des immobilisations corporelles ;
- Le registre des provisions et des pertes de valeur ;
- La comptabilisation des produits des ouvrages en cours ;
- La comptabilisation de la valeur actuelle des responsabilités avec des prestations de retraite ; et
- La détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Les estimations ont été déterminées à partir de la meilleure information disponible à la date de préparation des états financiers. Néanmoins, des situations qui étaient imprévisibles à cette date pourront survenir ultérieurement et n'ont donc pas été prises en compte dans ces estimations. Les changements de ces estimations qui surviennent après la clôture des états financiers seront corrigés dans le compte de résultat de façon prospective, conformément à la règle comptable NCRF 4.

3.2. Autres méthodes comptables importantes

A. Résultats par action

Les résultats par action non dilués sont calculés en divisant les bénéfices individuels attribués aux actionnaires de l'entreprise par le nombre pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exception du nombre d'actions propres détenues.

B. Monnaie étrangère

Tous les actifs et les passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie de présentation fonctionnelle, selon les cours de change officiels en vigueur à la date de la déclaration. Les différences de change, favorables et défavorables, découlant des différences entre les taux de change en vigueur à la date des transactions et ceux en vigueur à la date des recouvrements, des paiements ou à la date de clôture sont enregistrées comme des charges et des produits dans le compte de résultat de l'exercice.

Les différences de change associés à des créances/dettes dont l'échéance n'est pas définie sont enregistrés dans

le compte de résultat de l'exercice lorsque ces créances/dettes sont amorties/cédées/payées. Les états financiers des sociétés associées et des succursales libellés en monnaie étrangère sont convertis en euro.

Les cours de change utilisés dans la conversion en euro ont été les suivantes :

MONNAIE	MONNAIE DE CONVERSION	2018		2017	
		31 DÉCEMBRE	CHANGE MOYEN	31 DÉCEMBRE	CHANGE MOYEN
Dollar américain	Euro	0,87336	n/a	0,83382	n/a
Dirham marocain	Euro	0,09130	0,09022	0,08939	0,09123
Pula botswanais	Euro	0,08150	0,08320	0,08480	0,08545
Metical mozambicain	Euro	0,01423	0,01402	0,01420	0,01397
Escudo cap-verdien	Euro	0,00907	0,00907	0,00907	0,00907
Franç CFA	Euro	0,00152	0,00152	0,00152	0,00152
Kwacha zambien	Euro	0,07323	0,08010	0,08341	0,09219
Kwacha malawien	Euro	0,00120	0,00117	0,00115	0,00121
Kwanza angolais	Euro	0,00279	0,00325	0,00529	0,00526
Rand sud-africain	Euro	0,06066	n/a	0,06702	n/a
Dollar namibien	Euro	0,06031	n/a	0,06734	n/a

3.3. Jugements de valeur sur le processus d'application des méthodes comptables et qui ont eu le plus grand impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés

Lors de la préparation des états financiers consolidés conformément aux règles comptables NCRF, le Conseil d'administration de chaque entreprise faisant partie de la consolidation a utilisé des estimations et des hypothèses qui affectent l'application des méthodes et les montants déclarés. Les estimations et les jugements sont constamment évalués, ayant pour base l'expérience d'événements passés et d'autres facteurs, y compris les attentes concernant les événements futurs considérés probables face aux circonstances sur lesquelles les estimations se sont basées ou à la suite d'une information ou d'une expérience acquise.

3.4. Principales hypothèses pour l'avenir

Les états financiers consolidés ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des livres et des registres comptables du groupe, tenus conformément aux principes comptables généralement admis au Portugal.

Les faits survenus après la date de clôture qui affectent la valeur des actifs et des passifs existants à la date de clôture sont comptabilisés dans la préparation des états financiers de l'exercice. Ces événements, lorsque significatifs, sont communiqués dans l'annexe aux états financiers consolidés.

3.5. Principales sources d'incertitude

Cette note fait référence aux principales hypothèses pour l'avenir adoptées dans la préparation des états

financiers ci-joints et qui sont susceptibles d'impliquer un risque majeur d'ajustements matériels dans l'évaluation des actifs et des passifs du prochain exercice financier.

A. Dépréciation des actifs

La détermination de la dépréciation des actifs exige l'estimation de la valeur actuelle des *cash-flows* futurs associés à cet actif. Pour ce calcul, on adopte des hypothèses fondées sur l'expérience passée de chaque entreprise faisant partie de la consolidation et sur les attentes futures. Le groupe considère qu'il existe un risque contrôlé que ces hypothèses ne se vérifient pas.

4. FLUX DE TRÉSORERIE

4.1. Commentaire de la direction sur le montant des soldes significatifs de la trésorerie et des équivalents de trésorerie qui ne peuvent pas être utilisés

La valeur du solde « Trésorerie et équivalents de trésorerie » est totalement disponible.

4.2. Répartition des chiffres inscrits dans le poste « Encaisse et dépôts en banque »

Le solde de l'encaisse et des dépôts en banque est reparti comme suit :

	31.12.2018	31.12.2017
Encaisse	203 012	169 181
Dépôts à vue	11 093 318	6 411 660
Dépôts à terme	950 870	976 029
TOTAL ENCAISSE ET DÉPÔTS EN BANQUE	12 247 200	7 556 870

5. PARTIES LIÉES

5.1. Rémunérations du personnel clé de la gestion

A. Total de rémunérations : 1 870 598 euros (2017 : 1 294 388 euros).

5.2. Transactions entre les parties liées

A. Nature des relations entre les parties liées :

	PAYS	% DIRECT	% TOTAL
SUCCURSALES :			
Angola	-	-	-
Mozambique	-	-	-
Maroc	-	-	-
Botswana	-	-	-
Cap-Vert	-	-	-
Zambie	-	-	-
Malawi	-	-	-
Gabon	-	-	-
FILIALES :			
Conduril – Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Edirio – Construções, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Métis Engenharia, Lda.	Angola	99,00	99,00
ENOP – Engenharia e Obras Públicas, Lda.	Mozambique	100,00	100,00
Urano, Lda.	Angola	99,00	99,00
Conduril Engenharia – Açores, S.A.	Portugal	100,00	100,00
ENTITÉS CONTRÔLÉES CONJOINTEMENT :			
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril – Construção, ACE	Maroc	33,33	33,33
Groupement CIA / Lot 3 – Construção ACE	Maroc	33,33	33,33
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	Maroc	50,00	50,00
RAL – Rodovias do Algarve Litoral, ACE	Portugal	16,67	16,67
RBA – Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	Portugal	17,86	17,86
UTE Alcântara – Garrovillas	Espanha	15,00	15,00
SOCIÉTÉS ASSOCIÉES :			
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	Portugal	21,64	23,64
SPER – Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	Portugal	20,11	21,85
Planestrada – Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	Portugal	33,33	33,33
Marestrada – Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	Portugal	33,33	33,33
PERSONNEL CLÉ DE LA GESTION :			
CONSEIL D'ADMINISTRATION :			
António Luís Amorim Martins (président) – PCA			
Maria Benedita Andrade de Amorim Martins (président du comité exécutif) – PDG			
Maria Luísa Andrade Amorim Martins Mendes (vice-président du comité exécutif)			
António Baraças Andrade Miragaia			
António Emanuel Lemos Catarino			
Jorge Lúcio Teixeira Castro			
Miguel José Alves Montenegro Andrade			
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães			
AUTRES PARTIES LIÉES :			
Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	Portugal	-	-
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	Portugal	-	-

B. Transactions et soldes ouverts :

Au 31 décembre 2018 et 2017, le groupe a présenté les transactions et les soldes suivants en matière d'entités liées :

Au 31 décembre 2018 :

PARTIES LIÉES	SOLDES OUVERTS ACTIFS	SOLDES OUVERTS PASSIFS	PERTES DE VALEUR CUMULÉES
ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :			
Groupe CJA / Lot 3 – Construção ACE	828 503	-	-
	828 503	-	-
AUTRES PARTICIPATIONS :			
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	13 473 348	-	20 000
SPER – Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	20 332 373	-	20 000
	33 805 721	-	40 000
AUTRES PARTIES LIÉES :			
UTE Alcântara – Garrovillas	1 212 122	-	-
Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	-	590 442	-
Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. – Succursale d'Angola	1 194 156	1 030 350	-
	2 406 278	1 620 792	-

PARTIES LIÉES	REVENUS	CHARGES
UTE Alcântara – Garrovillas	66 775	-
Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	672 515	651 428
Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. – Succursale d'Angola	303 700	19 110
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	-	59 943
	1 042 990	730 481

Au 31 décembre 2017 :

PARTIES LIÉES	SOLDES OUVERTS ACTIFS	SOLDES OUVERTS PASSIFS	PERTES DE VALEUR CUMULÉES
ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :			
Groupe CJA / Lot 3 – Construção ACE	811 892	-	-
	811 892	-	-
AUTRES PARTICIPATIONS :			
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	13 473 348	-	-
SPER – Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	20 332 371	-	-
	33 805 719	-	-
AUTRES PARTIES LIÉES :			
Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	49 707	55 946	-
Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. – Succursale d'Angola	1 847 360	1 515 393	-
	1 897 067	1 571 339	-

PARTIES LIÉES	REVENUS	CHARGES
AUTRES PARTIES LIÉES :		
Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	329 521	102 852
Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. – Succursale d'Angola	235 199	747 713
	564 720	850 565

6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

6.1. Information, pour chaque catégorie d'immobilisations incorporelles, distinguant les immobilisations incorporelles générées internement d'autres immobilisations incorporelles

A. Les dépréciations de l'exercice sont calculées conformément aux durées de vies utiles et aux taux d'amortissement moyens pour chaque poste :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - AUTRES	DURÉE DE VIE UTILE	TAUX D'AMORTISSEMENT
Logiciels	3	33,33 %
Droits de superficie	60	1,66 %
Autres immobilisations incorporelles	3	33,33 %

B. Les éléments des immobilisations incorporelles sont amortis suivant la méthode linéaire, sur base de la durée de vie utile prévue.

C. Les immobilisations incorporelles sont réparties comme suit :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - AUTRES	31.12.2018		31.12.2017	
	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR
Logiciels	97 687	91 138	97 873	86 084
Propriété industrielle	48 446	1 325	48 446	1 325
Droits de superficie	5 881 721	600 149	5 801 425	580 447
Autres immobilisations incorporelles	2 006	1 727	2 006	1 727
TOTAL	6 029 860	694 339	5 949 750	669 583

D. La valeur des amortissements concernant les immobilisations incorporelles comprise dans le poste « Charges / reprises de dépréciation et d'amortissement » du compte de résultat s'élève à :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - AUTRES	AMORTISSEMENT DE L'EXERCICE - AUTRES	
	31.12.2018	31.12.2017
Logiciels	5 240	8 683
Droits de superficie	19 702	31 378
TOTAL	24 942	40 061

E. Les mouvements du poste « Immobilisations incorporelles » pendant 2018 et 2017 sont indiqués dans le tableau qui suit :

	2018				
	DROITS DE SUPERFICIE	LOGICIELS	PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	TOTAL
ACTIF BRUT :					
Solde au 31.12.2017	5 801 425	97 873	48 446	2 006	5 949 750
Acquisitions	80 296	-	-	-	80 296
Transferts et mise au rebut	-	(186)	-	-	(186)
Solde au 31.12.2018	5 881 721	97 687	48 446	2 006	6 029 860
AMORTISSEMENTS CUMULÉS :					
Solde au 31.12.2017	580 447	86 084	1 325	1 727	669 583
Acquisitions	19 702	5 240	-	-	24 942
Transferts et mise au rebut	-	(186)	-	-	(186)
Solde au 31.12.2018	600 149	91 138	1 325	1 727	694 339
VALEUR NETTE	5 281 572	6 549	47 121	279	5 335 521

	2017					
	GOODWILL	DROITS DE SUPERFICIE	LOGICIELS	PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	TOTAL
ACTIF BRUT :						
Solde au 31.12.2016	-	5 801 425	97 873	48 446	2 006	5 949 750
Acquisitions	-	-	-	-	-	-
Transferts et mise au rebut	-	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.2017	-	5 801 425	97 873	48 446	2 006	5 949 750
AMORTISSEMENTS CUMULÉS :						
Solde au 31.12.2016	-	549 069	77 401	1 325	1 727	629 522
Acquisitions	-	31 378	8 683	-	-	40 061
Transferts et mise au rebut	-	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.2017	-	580 447	86 084	1 325	1 727	669 583
VALEUR NETTE	-	5 220 978	11 789	47 121	279	5 280 167

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

7.1. Information concernant les immobilisations corporelles

A. Bases d'évaluation :

Les immobilisations corporelles sont évaluées selon le modèle de coût, selon lequel un élément des immobilisations corporelles est comptabilisé à son coût diminué de toute dépréciation cumulée et de toutes pertes de valeur cumulées.

B. Méthode de dépréciation utilisée :

Le groupe amortit les biens de ses immobilisations corporelles selon la méthode linéaire. D'après cette méthode, la dépréciation est constante pendant la durée de vie utile de l'actif si sa valeur résiduelle ne change pas.

C. Durées de vies utiles et taux de dépréciation utilisés :

Les dépréciations de l'exercice sont calculées conformément aux durées de vies utiles et aux taux d'amortissement moyens pour chaque poste :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DURÉE DE VIE UTILE	TAUX D'AMORTISSEMENT
Terrains et ressources naturelles	-	-
Bâtiments et autres constructions	10 – 25	4 % – 10 %
Équipement de base	3 – 16	6,25 % – 33,33 %
Matériel de transport	3 – 8	12,50 % – 33,33 %
Fournitures administratives	3 – 12	8,33 % – 33,33 %
Autres immobilisations corporelles	3 – 10	10 % – 33,33 %

D/E. Rapprochement entre les valeurs comptables à l'ouverture et à la clôture de l'exercice :

	2018							
	TERRAINS ET RESSOURCES NATURELLES	BÂTIMENTS ET AUTRES CONSTRUCTIONS	ÉQUIPEMENT DE BASE	MATÉRIEL DE TRANSPORT	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	INVESTISSEMENTS EN COURS	TOTAL
ACTIF BRUT :								
Solde au 31.12.2017	3 020 918	29 955 486	93 513 846	24 680 419	2 156 888	1 255 305	16 407 582	170 990 444
Changement % détenu	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions	-	699 492	2 109 602	1 147 897	25 024	236 090	2 951 551	7 169 656
Cessions	(54 148)	-	(2 226 785)	(613 972)	-	(435)	-	(2 895 340)
Autres variations	(48 444)	(2 103 418)	(1 436 520)	(474 005)	(58 250)	(12 192)	152	(4 132 677)
Transferts et mise au rebut	-	(10 017)	781 472	(386 638)	-	(24 983)	(1 142 554)	(782 720)
Solde au 31.12.2018	2 918 326	28 541 543	92 741 615	24 353 701	2 123 661	1 453 786	18 216 731	170 349 363
AMORTISSEMENTS CUMULÉS :								
Solde au 31.12.2017	-	18 909 939	72 008 178	20 058 824	1 794 658	766 948	-	113 538 547
Changement % détenu	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions	-	959 986	4 299 055	916 056	67 651	175 983	-	6 418 731
Cessions	-	-	(1 185 185)	(547 607)	-	(435)	-	(1 733 227)
Autres variations	-	(1 312 766)	(1 323 904)	(184 828)	(39 327)	(3 271)	-	(2 864 096)
Transferts et mise au rebut	-	(8 141)	451 119	(311 157)	(1 523)	(24 895)	-	105 403
Solde au 31.12.2018	-	18 549 018	74 249 263	19 931 288	1 821 459	914 330	-	115 465 358
VALEUR NETTE	2 918 326	9 992 525	18 492 352	4 422 413	302 203	539 455	18 216 731	54 884 005

	2017							
	TERRAINS ET RESSOURCES NATURELLES	BÂTIMENTS ET AUTRES CONSTRUCTIONS	ÉQUIPEMENT DE BASE	MATÉRIEL DE TRANSPORT	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	INVESTISSEMENTS EN COURS	TOTAL
ACTIF BRUT :								
Solde au 31.12.2016	3 020 930	28 674 759	94 139 612	24 228 290	2 090 692	1 223 325	10 559 099	163 936 707
Changement % détenu	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions	-	-	1 082 123	1 185 355	45 428	35 863	7 591 747	9 940 515
Cessions	-	-	(1 934 806)	(704 954)	(3 118)	-	-	(2 642 878)
Autres variations	(12)	16 547	92 194	23 242	7 195	3 701	3 542	146 409
Transferts et mise au rebut	-	1 264 180	134 723	(51 514)	16 691	(7 584)	(1 746 806)	(390 310)
Solde au 31.12.2017	3 020 918	29 955 486	93 513 846	24 680 419	2 156 888	1 255 305	16 407 582	170 990 444
AMORTISSEMENTS CUMULÉS :								
Solde au 31.12.2016	-	17 793 889	66 853 100	19 422 884	1 699 517	553 714	-	106 323 104
Changement % détenu	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions	-	1 106 221	6 608 985	1 373 289	90 096	209 457	-	9 388 048
Cessions	-	-	(1 545 484)	(694 826)	(2 207)	-	-	(2 242 517)
Autres variations	-	9 829	88 304	23 378	6 814	3 511	-	131 836
Transferts et mise au rebut	-	-	3 273	(65 901)	438	266	-	(61 924)
Solde au 31.12.2017	-	18 909 939	72 008 178	20 058 824	1 794 658	766 948	-	113 538 547
VALEUR NETTE	3 020 918	11 045 547	21 505 668	4 621 595	362 230	488 357	16 407 582	57 451 897

7.2. Montant des dépenses comptabilisées dans la valeur comptable des immobilisations corporelles en cours de construction

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DÉPENSES COMPTABILISÉES EN COURS DE CONSTRUCTION	
	31.12.2018	31.12.2017
Bâtiments et autres constructions	2 891 541	-
Équipement de base	15 736	7 591 747
Matériel de transport	44 274	-
Autres immobilisations corporelles	-	-
TOTAL	2 951 551	7 591 747

7.3. Dépréciation comptabilisée dans le compte de résultat ou comme une partie du coût d'autres actifs au cours de l'exercice

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DÉPRÉCIATION COMPTABILISÉE DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT	DÉPRÉCIATION COMPTABILISÉE COMME UNE PARTIE DU COÛT D'AUTRES ACTIFS	TOTAL
Bâtiments et autres constructions	959 986	-	959 986
Équipement de base	4 299 055	-	4 299 055
Matériel de transport	916 056	-	916 056
Fournitures administratives	67 651	-	67 651
Autres immobilisations corporelles	175 983	-	175 983
TOTAL	6 418 731	-	6 418 731

7.4. Amortissement cumulé à la fin de l'exercice

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	AMORTISSEMENT CUMULÉ	
	31.12.2018	31.12.2017
Bâtiments et autres constructions	18 549 018	18 909 939
Équipement de base	74 249 263	72 008 178
Matériel de transport	19 931 288	20 058 824
Fournitures administratives	1 821 459	1 794 658
Autres immobilisations corporelles	914 330	766 948
TOTAL	115 465 358	113 538 547

7.5. Éléments d'immobilisation corporelle en cours

Les valeurs les plus significatives figurant dans le poste « Investissements en cours », au 31 décembre 2018 et 2017, concernent les projets suivants :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	INVESTISSEMENTS EN COURS	
	31.12.2018	31.12.2017
Bâtiments et autres constructions	17 931 687	16 407 582
Équipement de base	101 732	-
Matériel de transport	183 312	-
TOTAL	18 216 731	16 407 582

7.6. Immobilisations corporelles par zone géographique

31.12.2018	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULÉS	MONTANT NET
Portugal	45 892 886	32 960 291	12 932 595
Angola	93 177 861	59 592 865	33 584 996
Mozambique	14 049 664	9 599 926	4 449 738
Maroc	2 748 957	2 700 682	48 275
Botswana	60 164	48 446	11 718
Cap-Vert	51 347	49 705	1 642
Zambie	11 057 528	8 292 015	2 765 513
Malawi	1 798 614	1 124 365	674 249
Gabon	1 512 342	1 097 063	415 279
TOTAL	170 349 363	115 465 358	54 884 005

31.12.2017	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULÉS	MONTANT NET
Portugal	45 874 440	32 556 744	13 317 696
Angola	93 818 710	60 114 655	33 704 054
Mozambique	13 660 734	8 978 822	4 681 912
Maroc	2 748 957	2 543 097	205 860
Botswana	89 614	76 064	13 549
Cap-Vert	51 348	49 705	1 642
Zambie	11 055 488	7 351 990	3 703 498
Malawi	1 798 614	781 631	1 016 983
Gabon	1 892 539	1 085 839	806 700
TOTAL	170 990 444	113 538 547	57 451 897

8. CONTRATS DE LOCATION

8.1. Contrats de location-financement - Locataires

A. Valeur comptable nette pour chaque catégorie d'actif au 31 décembre 2018 et 2017 :

	31.12.2018	31.12.2017
Équipement de base	970 669	820 886
Matériel de transport	1 482 527	745 358
TOTAL	2 453 196	1 566 244

B. Rapprochement entre le total des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location au 31 décembre 2018 et 2017 et leur valeur actuelle :

	31.12.2018	31.12.2017
Paiements minimaux jusqu'à un an	902 890	504 068
Paiements minimaux de plus d'un an et de moins de 5 ans	1 687 275	971 942
Paiements minimaux de plus de 5 ans	-	-
TOTAL DE PAIEMENTS MINIMAUX	2 590 165	1 476 009
Paiement d'intérêts futurs	45 867	28 957
VALEUR ACTUELLE DES RESPONSABILITÉS	2 544 298	1 447 052

C. Total des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location à la date de clôture et leur valeur actuelle :

	PAIEMENTS MINIMAUX		VALEUR ACTUELLE	
	31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2017
Moins d'un an	902 890	504 068	879 871	489 475
Plus d'un an et moins de 5 ans	1 687 275	971 942	1 664 427	957 577
Plus de 5 ans	-	-	-	-
TOTAL	2 590 165	1 476 009	2 544 298	1 447 052

9. PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES, DES FILIALES ET DES SOCIÉTÉS ASSOCIÉES

9.1. Filiales

DÉNOMINATION SOCIALE	TYPE DE PARTICIPATION	MÉTHODE DE CONSOLIDATION
Conduril – Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	100,00 %	Consolidation intégrale
Edirio – Construções, S.A.	100,00 %	Consolidation intégrale
Métis Engenharia, Lda.	99,00 %	Consolidation intégrale
ENOP – Engenharia e Obras Públicas, Lda.	100,00 %	Consolidation intégrale
Urano, Lda.	99,00 %	Consolidation intégrale
Conduril Engenharia – Açores, S.A.	100,00 %	Consolidation intégrale

9.2. Coentreprises

A. Liste et description des participations significatives dans des coentreprises :

DÉNOMINATION SOCIALE	TYPE DE COENTREPRISE	AUTRES PARTICIPANTS
Edifer / RRC / Conduril, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevation et RRC
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril – Construção, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevation et Jaime Ribeiro e Filhos
Groupement CIA / Lot 3 – Construção ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevation et Jaime Ribeiro e Filhos
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	Entité contrôlée conjointement	Jaime Ribeiro e Filhos
RAL – Rodovias do Algarve Litoral, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevation et Tecnovia
RBA – Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevation et Tecnovia

B. Quote-part d'intérêt détenue et données sur les entités :

DÉNOMINATION SOCIALE	QUOTE-PART D'INTÉRÊT DÉTENUE	MÉTHODE DE CONSOLIDATION
Edifer / RRC / Conduril, ACE	33,33 %	Intégration proportionnelle
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril – Construção, ACE	33,33 %	Intégration proportionnelle
Groupement CIA / Lot 3 – Construção ACE	33,33 %	Coût
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	50 %	Intégration proportionnelle
RAL – Rodovias do Algarve Litoral, ACE	16,67 %	Intégration proportionnelle
RBA – Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	17,86 %	Intégration proportionnelle

Le groupement d'intérêt économique Edifer / RRC / Conduril a été dissous en 2018.

À la date de la préparation des états financiers, ceux du Groupement CJA / Lot 3 – Construção ACE, du Groupement Túnel de Nador, Construção ACE et du Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril – Construção, ACE n'étaient pas disponibles.

C. Méthode utilisée pour comptabiliser les participations dans des coentreprises :

Les participations dans des entreprises contrôlées conjointement ont été comptabilisées dans les états financiers consolidés selon la méthode de l'intégration proportionnelle, de la date à laquelle le contrôle est partagé jusqu'au terme effectif de celui-ci.

D'après cette méthode, les actifs, les passifs, les charges et les revenus de ces entreprises ont été intégrés dans les états financiers consolidés, poste par poste, dans la proportion du contrôle attribuable.

9.3. Sociétés associées

A. Liste et description des sociétés associées :

DÉNOMINATION SOCIALE	PARTICIPATION	MÉTHODE UTILISÉE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	23,64 %	Mise en équivalence
SPER – Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	21,85 %	Mise en équivalence
Planestrada – Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	33,33 %	Mise en équivalence
Marestrada – Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	33,33 %	Mise en équivalence

B. Valeur comptable et données sur les entités :

DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	-	292 374 039	(8 626 182)	7 423 213
SPER – Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	-	179 633 938	15 852 232	(10 227 909)
Planestrada – Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	414 000	2 621 733	1 242 123	1 182 123
Marestrada – Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	409 720	3 558 915	1 229 287	434 401
TOTAL	823 720			

9.4. Détail du poste « Autres immobilisations financières »

AUTRES PARTICIPATIONS ENREGISTRÉES AU COÛT	31.12.2018	31.12.2017
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	-	130 000
SPER – Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	-	149 500
Planestrada – Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	-	5 001
Marestrada – Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	-	5 001
Norgarante	18 877	10 000
Garval	1 682	-
Lisgarante	1 682	-
BAI – Banco Africano Investimento	341 375	341 375
Lusitânia Seguros	76 815	76 815
Autres	2 820	5 342
TOTAL	443 251	723 034

Associé à ces participations, les montants suivants concernant les financements accordés sont enregistrés dans le poste « Autres immobilisations financières » :

DÉNOMINATION SOCIALE	EMPRUNTS ACCORDÉS	
	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF
UTE Alcántara – Garrovillas	-	-
SPER – Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	20 332 373	20 332 373
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	13 473 348	13 473 348
Autres - Titres de dette publique	54 993 624	55 470 944
Autres - FCT	37 519	26 003
TOTAL	88 836 864	89 302 668

10. STOCKS

10.1. Méthodes comptables adoptées pour évaluer les stocks et méthode de détermination du coût utilisée

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, si cette dernière est inférieure. Le coût comprend tous les coûts d'acquisition, les coûts de transformation et les autres coûts encourus pour amener les stocks dans l'état où ils se trouvent. Les coûts d'acquisition comprennent le prix d'achat, les droits de douane et d'autres taxes, ainsi que les frais de transport, les frais de manutention, les rabais commerciaux, les remises et d'autres éléments similaires. Les coûts de transformation comprennent les coûts directement liés aux unités de production, tels que la main-d'œuvre directe. Ils comprennent également l'affectation systématique des frais généraux de production fixes et variables qui sont encourus pour transformer les matières premières en produits finis. L'affectation des frais généraux de production est fondée sur la capacité normale des installations de production.

Le groupe évalue ses stocks selon la méthode de détermination du coût moyen pondéré, qui suppose que le coût de chaque élément est déterminé en fonction du coût moyen pondéré d'éléments similaires à l'ouverture d'un exercice et du coût d'éléments similaires achetés ou produits au cours de l'exercice.

10.2. Valeur comptable totale des stocks et la valeur comptable par catégories appropriées

La valeur comptable des stocks est ventilée comme suit :

STOCKS	31.12.2018	31.12.2017
Matières premières et fournitures consommables	13 796 562	12 548 342
Marchandises	9 646	27 806
Produits finis et intermédiaires	610 970	682 774
Produits et travaux en cours	-	129 696
	14 417 178	13 388 617
Pertes de valeur	(873 109)	(847 802)
TOTAL	13 544 069	12 540 815

10.3. Montant des stocks comptabilisé en charges au cours de l'exercice

La valeur des stocks comptabilisée en charges au cours de l'exercice a été la suivante :

	MARCHANDISES		MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES	
	31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2017
Stock initial	27 806	50 190	11 700 540	12 339 254
Pertes de valeur sur stocks	-	-	-	-
Achats	-	-	29 146 330	31 550 766
Reclassement et régularisation de stocks	(18 160)	(22 384)	(554 325)	672
Stock final	(9 646)	(27 806)	(12 923 453)	(11 700 540)
Charges de l'exercice	-	-	27 369 092	32 190 152

	PRODUITS FINIS ET INTERMÉDIAIRES		PRODUITS ET TRAVAUX EN COURS	
	31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2017
Stock initial	682 774	534 172	-	439 883
Reclassement et régularisation de stocks	(175 682)	885	-	-
Pertes de valeur cumulées	-	-	-	-
Stock final	(610 970)	(682 774)	-	(129 696)
Variation des stocks de la production	(103 879)	(147 717)	-	310 187

10.4. Montant des pertes de valeur sur stocks comptabilisé dans le résultat de l'exercice

La valeur des pertes de valeur comptabilisées dans le résultat de l'exercice a été la suivante :

PERTES DE VALEUR SUR STOCKS	31.12.2018	31.12.2017
Marchandises	-	-
Matières premières et fournitures consommables	25 307	56 899
Produits finis et intermédiaires	-	-
Produits et travaux en cours	-	-
TOTAL	25 307	56 899

REPRISE DES PERTES DE VALEUR SUR STOCKS	31.12.2018	31.12.2017
Marchandises	-	-
Matières premières et fournitures consommables	-	-
Produits finis et intermédiaires	-	-
Produits et travaux en cours	-	-
TOTAL	-	-
IMPACT SUR L'EXERCICE	25 307	56 899

10.5. Mouvement des pertes de valeur sur stocks au cours de l'exercice

PERTES DE VALEUR CUMULÉES	MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES
PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2017	847 802
Apport	25 307
Reprise	-
Utilisation	-
Variations de taux de change	-
PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2018	873 109

PERTES DE VALEUR CUMULÉES	MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES
PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2016	790 903
Apport	56 899
Reprise	-
Utilisation	-
Variations de taux de change	-
PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2017	847 802

11. CONTRATS DE CONSTRUCTION

11.1. Montant du produit du contrat comptabilisé en produit de l'exercice

Le produit de chaque contrat de construction comprend le montant initial du produit convenu, ainsi que les variations dans les travaux, les réclamations et le versement de primes dans la mesure où ils sont susceptibles de donner lieu à des produits et où ils peuvent être mesurés de façon fiable. Le 31 décembre 2018 et 2017, la valeur des produits comptabilisés en produit de l'exercice est la suivante :

OUVRAGE / CONTRAT	PRODUIT DE 2018	PRODUIT DE 2017
Contrats de construction	117 542 868	139 099 713
TOTAL	117 542 868	139 099 713

11.2. Méthodes utilisées pour déterminer le produit du contrat comptabilisé au cours de l'exercice

La comptabilisation du produit de l'exercice est effectuée selon la méthode du pourcentage d'avancement. D'après cette méthode, le produit est rattaché aux coûts encourus pour parvenir au degré d'avancement. Le produit du contrat est comptabilisé en produit dans le compte de résultat des exercices comptables au cours desquels les travaux sont exécutés. Lorsqu'il est impossible d'estimer le résultat du contrat de façon fiable, le produit est comptabilisé dans la limite des charges du contrat qui ont été encourues et qui seront probablement recouvrables.

11.3. Méthodes utilisées pour déterminer le degré d'avancement des contrats en cours

Pour déterminer le degré d'avancement d'un contrat, on utilise la méthode qui mesure de façon la plus fiable les travaux exécutés. Les méthodes utilisées pour déterminer le degré d'avancement peuvent varier selon la nature du contrat, comme suit :

- Le rapport existant entre les charges encourues pour les travaux exécutés jusqu'à la date considérée et les charges totales estimées du contrat ;

- Des examens des travaux exécutés ;
- Conclusion, en termes physiques, d'une partie des travaux exécutés.

11.4. Information relative aux contrats de construction en cours

2018	CHARGES ENCOURUES	PRODUITS COMPTABILISÉS	AVANCES PERÇUES	RETENUES
Contrats en cours	313 185 360	391 948 557	3 848 926	911 108
TOTAL	313 185 360	391 948 557	3 848 926	911 108

2017	CHARGES ENCOURUES	PRODUITS COMPTABILISÉS	AVANCES PERÇUES	RETENUES
Contrats en cours	334 598 453	430 891 347	6 900 473	1 977 656
TOTAL	334 598 456	430 891 347	6 900 473	1 977 656

12. PRODUITS

12.1. Méthodes comptables adoptées pour comptabiliser le produit, incluant les méthodes adoptées pour déterminer le degré d'avancement des transactions impliquant la prestation de services

Le groupe comptabilise les produits en fonction des critères suivants :

A. Ventes – elles sont comptabilisées dans le compte de résultat lorsque l'acheteur s'est vu transférer les risques et les bénéfices inhérents à la propriété des actifs, lorsqu'une implication continue dans la gestion à un degré généralement associé à la propriété cesse d'exister, lorsque le montant des produits peut être évalué de façon raisonnable, lorsqu'il est probable que les bénéfices économiques associés à la transaction vont à l'entité et lorsque les charges encourues ou à encourir concernant la transaction peuvent être mesurées de façon fiable.

B. Prestations de services – elles sont comptabilisées dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation de services à la date de clôture.

C. Intérêts – ils sont comptabilisés conformément à la méthode du taux d'intérêt effectif.

D. Dividendes – ils sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi.

12.2. Montant de chaque catégorie importante de produit comptabilisée au cours de l'exercice, incluant le produit provenant de :

	31.12.2018	31.12.2017
Ventes de biens	1 573 288	2 562 597
Prestations de services	123 001 200	144 244 920
Intérêts	2 656 666	3 699 513
Dividendes	800 907	4 178 380
TOTAL	128 032 061	154 685 410

13. PROVISIONS, PASSIFS ÉVENTUELS ET ACTIFS ÉVENTUELS

13.1. Provisions

Le groupe comptabilise une provision lorsque, cumulativement, il existe une obligation actuelle résultant d'un événement passé ; lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ; et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable.

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2018, les mouvements suivants concernant les provisions ont eu lieu :

PROVISIONS	SOLDE INITIAL	APPORTS	AUTRES MOUVEMENTS	REPRISE	VARIATION DE TAUX DE CHANGE	SOLDE FINAL
Garanties fournies à des clients	2 554 941	453 088	(3 714)	(328 677)	-	2 675 638
Provisions contrats de construction	2 672	-	(147)	(2 525)	-	-
Procédures judiciaires en cours	166 650	-	(166 650)	-	-	-
Autres provisions	40 107	172 466	-	(31 897)	72	180 748
TOTAL	2 764 370	625 554	(170 511)	(363 099)	72	2 856 386

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2017, les mouvements suivants concernant les provisions ont eu lieu :

PROVISIONS	SOLDE INITIAL	APPORTS	AUTRES MOUVEMENTS	REPRISE	VARIATION DE TAUX DE CHANGE	SOLDE FINAL
Garanties fournies à des clients	2 210 264	405 164	-	(60 488)	-	2 554 941
Provisions contrats de construction	-	2 672	-	-	-	2 672
Procédures judiciaires en cours	166 650	-	-	-	-	166 650
Autres provisions	36 101	12 700	-	(8 695)	-	40 107
TOTAL	2 413 015	420 537	-	(69 183)	-	2 764 370

13.2. Procédures contentieuses

Suite aux différentes procédures contentieuses actives, le groupe est convaincu que le risque de perdre la cause est peu probable et que l'issue de celles-ci n'affectera pas sa situation financière d'une manière matérielle – une conviction qui est réaffirmée par notre Bureau juridique interne et par les conseillers juridiques et fiscaux.

13.3. Garanties fournies

Le 31 décembre 2018, le groupe avait assumée des responsabilités pour les garanties prêtées pour un montant de 56 374 504 euros (le 31 décembre 2017, le montant s'élevait à 59 849 918 euros).

Les garanties bancaires ont été fournies principalement à des fins d'appels d'offres, en tant que garantie financière et de bonne exécution des ouvrages.

13.4. Gestion des risques financiers

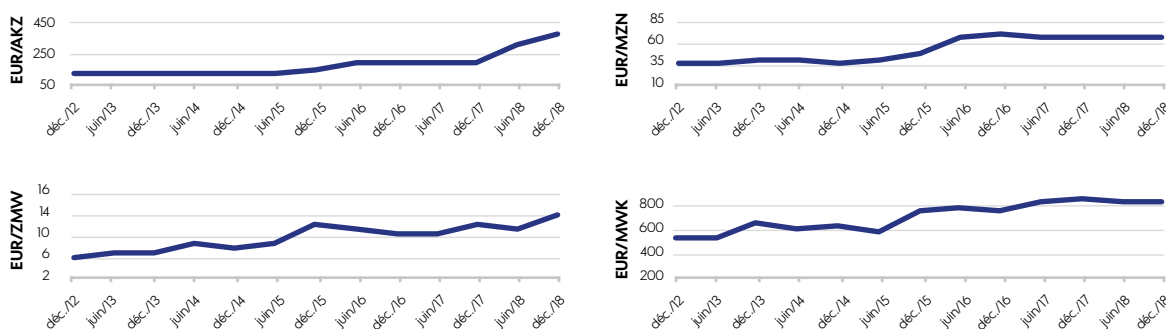
A. Principes généraux

L'activité de Conduril est exposée à une diversité de risques financiers, tels que le risque de taux de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit et le risque de liquidité. Ces risques découlent de l'incertitude des marchés financiers, qui se reflète dans la capacité de projection en matière de flux de trésorerie et de rendements. La politique de gestion des risques de Conduril est un processus permanent et évolutif visant à mettre en place sa stratégie, tout en cherchant à minimiser d'éventuels effets défavorables découlant de ces incertitudes qui caractérisent les marchés financiers.

B. Risque de taux de change

Localisée majoritairement en Afrique (Angola, Mozambique, Zambie, Malawi et Gabon), l'activité de Conduril est exposée au risque de taux de change des monnaies de ces pays. Pour faire face à ce risque, les contrats sont, chaque fois que cela est possible, effectués en USD/EUR. L'évolution des monnaies kwanza, metical, kwacha zambien et kwacha malawien face à l'euro a un impact sur les états financiers, les instruments financiers de couverture pour ces monnaies étant limités ou inexistant.

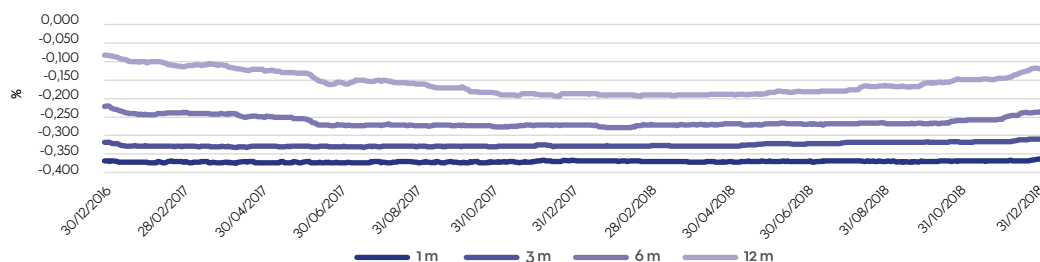
Évolution du taux de change



C. Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt résulte principalement de l'endettement indexé à des taux variables. En 2018, aucune couverture de taux d'intérêt n'a été réalisée, une décision qui s'est avérée la bonne. Nous avons également réduit ce type de risque grâce à la transformation d'une partie du financement en financement indexé à taux fixe. Nous sommes attentifs à cette question, l'exécution d'une couverture de taux d'intérêt restant toujours ouverte pour une partie de notre financement.

Évolution du taux Euribor



D. Risque de crédit

L'exposition de Conduril au risque de crédit est majoritairement liée aux créances découlant de son activité opérationnelle : créances résultant des ventes et de prestations de services à des clients. La gestion de ce risque a pour objectif d'assurer le recouvrement effectif des crédits dans les délais établis, sans menacer l'équilibre financier du groupe. Ce risque est surveillé régulièrement, l'objectif de la gestion étant :

- i. d'évaluer le client selon des procédures internes qui obligent à analyser soigneusement les entités et les montants concernés ;
- ii. de limiter le crédit accordé à des clients, eu égard au délai de paiement de chaque client ;
- iii. de surveiller l'évolution du niveau de crédit accordé ;
- iv. d'analyser régulièrement la dépréciation des créances.

E. Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini comme le risque du manque de capacité pour régler ou remplir les obligations dans le délai établi et pour un prix raisonnable. Un instrument essentiel pour la gestion du risque de liquidité est le plan de trésorerie global annuel, établi sur la base des plans de trésorerie de chaque établissement, mis à jour chaque mois. L'existence de liquidité implique la définition de paramètres de gestion de cette liquidité permettant de maximiser le retour et de minimiser les coûts d'opportunité liés à la possession de cette liquidité de façon fiable et efficace.

La gestion des risques chez Conduril a pour objectif :

- Liquidité – assurer l'accès permanent et efficace à des fonds suffisants pour faire face aux paiements courants aux dates d'échéance respectives ;
- Sécurité – réduire la probabilité de défaillance dans le remboursement de toute utilisation de fonds ; et
- Efficacité financière – assurer la réduction au minimum du coût d'opportunité lié à la possession de liquidité excédentaire à court terme.

Conduril a pour politique de concilier l'échéance des actifs et des passifs, en gérant les maturités respectives de manière équilibrée.

Pour politique, puisqu'elle gère son exposition au risque de liquidité, Conduril assure le recours à des instruments de facilité de crédit de natures diverses et à montants appropriés aux spécificités de ses besoins, tout en assurant des niveaux confortables de liquidité. Toujours pour une question de politique, ces facilités sont contractualisées sans impliquer l'octroi de garanties.

14. EFFET DES VARIATIONS DES COURS DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

14.1. Différences de change comptabilisées dans le compte de résultat

	31.12.2018	31.12.2017
Différences de change défavorables		
- Autres charges	9 674 480	11 419 436
TOTAL	9 674 480	11 419 436
Différences de change favorables		
- Autres revenus	4 326 804	11 911 511
TOTAL	4 326 804	11 911 511

14.2. Différences de change nettes inscrites dans une composante distincte des capitaux propres

	DIFFÉRENCES DE CHANGE COMPTABILISÉES DANS LES CAPITAUX PROPRES
Solde au 31.12.2017	(7 602 999)
Réductions	(11 386 246)
Apports	-
Solde au 31.12.2018	(18 989 245)

	DIFFÉRENCES DE CHANGE COMPTABILISÉES DANS LES CAPITAUX PROPRES
Solde au 31.12.2016	(7 548 228)
Réductions	(62 384)
Apports	7 613
Solde au 31.12.2017	(7 602 999)

15. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

15.1. Mise à jour de l'information sur les conditions à la date de clôture

Aucune information n'a été reçue entre la date de clôture et la publication des états financiers consolidés concernant des conditions qui existaient à la date de clôture, ne donnant pas lieu à des ajustements des montants comptabilisés dans ces états financiers.

16. QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

16.1. Description des bases d'évaluation adoptées, ainsi que des méthodes utilisées pour calculer les ajustements de valeur

En vertu de son activité, il relève de la responsabilité légale/contractuelle du groupe de prévenir, réduire ou réparer les dommages occasionnés à l'environnement. Pour respecter cette obligation, au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2018, les charges encourues par le groupe se sont chiffrées à 71 850 euros (en 2017 elles se sont élevées à 74 477 euros).

Pour mesurer les dépenses environnementales, le groupe comptabilise les charges effectivement encourues au cours de l'exercice.

16.2. Dépenses environnementales affectées dans le compte de résultat

Toutes les dépenses environnementales doivent être considérées dans le compte de résultat lorsqu'il s'agit de charges encourues au cours de l'exercice, c'est-à-dire, lorsqu'elles n'ont pas pour objectif de prévenir des dommages futurs ou d'assurer des bénéfices futurs.

Les dépenses environnementales affectées dans le compte de résultat sont, ainsi, liées à des activités passées ou courantes et à la remise de l'environnement en son état avant la contamination.

	MONTANT AFFECTÉ DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT
Traitement des déchets	71 850
TOTAL	71 850

17. IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

17.1. Composantes principales des charges / produits d'impôt

	31.12.2018	31.12.2017
Impôts courants et ajustements :		
Impôts courants de l'exercice	9 496 794	6 702 244
	9 496 794	6 702 244
Impôt différé :		
Impôt différé lié à des différences temporelles	239 915	103 115
	239 915	103 115
CHARGES D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	9 736 709	6 805 359

L'impôt courant ou différé doit être directement porté au débit ou au crédit des capitaux propres si l'impôt est lié à des éléments directement portés au débit ou au crédit des capitaux propres, au cours du même exercice ou d'un exercice différent.

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2018 et 2017, aucun impôt différé n'a été directement porté au débit ou au crédit des capitaux propres.

17.2. Relation entre les charges / produits d'impôt et le bénéfice comptable

RAPPROCHEMENT DU TAUX EFFECTIF D'IMPÔT	31.12.2018	31.12.2017
Résultat avant impôts	12 787 339	13 821 822
Charges d'impôt sur les bénéfices	9 736 709	6 805 359
Taux effectif d'impôt	76,14 %	49,24 %
Taux nominal d'impôt (21 % au Portugal et 30 % en Angola en 2017 et 2018)	4 733 451	4 472 401
AJUSTEMENTS :		
Résultats découlant de l'application de la méthode de la mise en équivalence	(109 367)	-
Taux différenciés d'impôt	1 750 830	924 826
Charges non acceptées comme des coûts fiscaux	2 997 314	114 898
Provisions non acceptées comme des charges	33 675	81 904
Reprises de provisions non imposées	-	(268)
Restitution d'impôt	-	(30 633)
Autres revenus non imposés	(3 628 504)	(1 051 148)
Pertes fiscales générées au cours de l'exercice	4 773 223	3 117 596
Pertes fiscales diminuées au cours de l'exercice	(609 341)	(411 762)
Différences de change non imposées	(722 796)	-
Double imposition internationale	-	(522 775)
Impositions autonomes	244 663	200 533
Impôt différé découlant d'exercices précédents	239 916	103 115
Autres	33 645	(193 328)
	5 003 258	2 332 958
CHARGES D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	9 736 709	6 805 359

Pour l'exercice écoulé le 31 décembre 2018 et 2017, en vertu de l'article 54-A du Code portugais de l'impôt sur le revenu des personnes morales (IRC), l'entreprise a décidé de ne pas inclure le bénéfice imposable de la succursale d'Angola.

17.3. Détail de l'impôt différé

Le 31 décembre 2018, les actifs et les passifs d'impôt différé sont détaillés comme suit :

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Garanties des ouvrages	62 795	(198)	-	-	62 597
Application du pourcentage d'avancement	-	-	-	-	-
Provisions non acceptées	235 262	(82 971)	-	(152 291)	-
Pertes fiscales	-	-	-	-	-
Autres	104 314	(12 659)	-	(91 054)	601
TOTAL	402 371	(95 828)	-	(243 345)	63 198

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Écarts de réévaluation	984 947	-	-	(44 189)	940 758
Charges non acceptées	254 139	(31 020)	193 051	-	416 170
TOTAL	1 239 086	(31 020)	193 051	(44 189)	1 356 928

Le 31 décembre 2017, les actifs et les passifs d'impôt différé sont détaillés comme suit :

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Garanties des ouvrages	44 097	-	18 698	-	62 795
Application du pourcentage d'avancement	2 020	-	-	(2 020)	-
Provisions non acceptées	235 071	191	-	-	235 262
Pertes fiscales	236 714	(30 708)	-	(206 006)	-
Autres	42 776	(1 542)	103 713	(40 633)	104 314
TOTAL	560 678	(32 059)	122 411	(248 659)	402 371

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Écarts de réévaluation	1 057 889	-	-	(72 942)	984 947
Différences de change non réalisées	234 788	(30 458)	49 809	-	254 139
TOTAL	1 292 677	(30 458)	49 809	(72 942)	1 239 086

18. INSTRUMENTS FINANCIERS

18.1. Bases d'évaluation

La politique du groupe est de comptabiliser un actif, un passif financier ou un instrument de capitaux propres que lorsqu'il prend part aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Le groupe mesure au coût ou au coût amorti, diminué de toute perte de valeur, les instruments financiers ayant une échéance définie, dont les retours ont un montant fixe, un taux d'intérêt fixe sur la durée de vie de l'instrument ou un taux variable en cas de taux de référence typique du marché pour des opérations de financement (tels que, par exemple, le taux Euribor), ou incluant un *spread* sur

ce taux de référence, et ne comportant aucune clause contractuelle pouvant entraîner une perte de valeur nominale et d'intérêt cumulé pour son détenteur (sauf les cas de risque de crédit).

Les contrats pour accorder ou obtenir un emprunt sur une base nette, les instruments de capitaux propres ne faisant pas appel public et dont la juste valeur ne peut être obtenue de manière fiable, ainsi que les contrats associés à ces instruments qui, lorsque exécutés donnent lieu à la livraison de ces instruments, sont aussi mesurés au coût ou au coût amorti, diminué de toute perte de valeur.

Tous les instruments financiers qui ne sont pas mesurés au coût ou au coût amorti, diminués de toute perte de valeur, sont mesurés à la juste valeur.

Le groupe ne prend pas en compte les charges de transaction dans l'évaluation initiale de l'actif ou du passif financier mesuré à sa juste valeur avec contrepartie dans le compte de résultat.

En tant que détenteur d'un instrument financier, la politique d'évaluation ne sera pas modifiée.

18.2. Actifs et passifs financiers

Actifs financiers avec comptabilisation de pertes de valeur :

	31.12.2018		31.12.2017	
	VALEUR COMPTABLE	PERTE DE VALEUR CUMULÉE	VALEUR COMPTABLE	PERTE DE VALEUR CUMULÉE
Créances clients, compte courant	99 452 174	-	111 641 869	(105 937)
Créances clients, avec garanties	3 117 604	-	5 619 442	-
Créances douteuses	3 547 092	(3 547 092)	2 811 643	(2 811 643)
TOTAL	106 116 870	(3 547 092)	120 072 954	(2 917 580)

18.3. Actifs financiers détenus à des fins de négociation

Au 31 décembre 2017, ce poste comprend les titres de dette publique émis par l'État angolais à court terme (obligations d'État), reçus en résultat des accords de règlement d'arriérés du client Instituto Nacional de Estradas de Angola.

18.4. Financements obtenus

Le 31 décembre 2018 et 2017, le poste « Financements obtenus » était distribué comme suit :

FINANCEMENTS OBTENUS	31.12.2018	31.12.2017
Comptes cautionnés	4 618 249	20 836 065
Emprunts bancaires	24 497 516	41 798 706
Billet de trésorerie	13 000 000	34 341 669
Contrats de location-financement	2 605 987	1 447 052
Affacturage	2 742 525	288 824
Découverts bancaires souscrits	86 688	18 033 615
TOTAL	47 550 965	116 745 931

18.5. Charges et revenus totaux des intérêts pour les actifs et les passifs financiers

La méthode du taux d'intérêt effectif a été utilisée pour calculer le coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier et affecter les revenus ou les charges des intérêts au cours de l'exercice. D'après cette méthode, les revenus totaux des intérêts pour les actifs financiers et les charges totales des intérêts pour les passifs financiers sont ventilés comme suit :

A. Revenus d'intérêts pour les actifs financiers :

ACTIFS FINANCIERS	31.12.2018	31.12.2017
Dépôts en banque	2 656 321	3 348 015
Autres	345	351 498
TOTAL	2 656 666	3 699 513

B. Charges d'intérêts pour les passifs financiers :

PASSIFS FINANCIERS	31.12.2018	31.12.2017
Financements	5 798 691	10 630 955
Contrats de location-financement	18 313	30 809
Autres	3 251	68 122
TOTAL	5 820 255	10 729 886

18.6. Pertes de valeur sur actifs financiers

Dans le cas des actifs financiers qui ne sont pas mesurés à la juste valeur dans le compte de résultat, et pour lesquels on a vérifié des indices de perte de valeur, le groupe a évalué les respectives pertes de valeur. Compte tenu de cette évaluation, le groupe a reçu des indications objectives que les actifs financiers, présentés dans le tableau qui suit, présentent des pertes de valeur au cours de l'exercice :

ACTIFS FINANCIERS	31.12.2018	
	PERTES DE VALEUR	REPRISES
Clients	-	(271 143)
Autres comptes débiteurs	-	-
Autres actifs financiers	-	-
TOTAL	-	(271 143)

ACTIFS FINANCIERS	31.12.2017	
	PERTES DE VALEUR	REPRISES
Clients	1 125 720	-
Autres comptes débiteurs	-	-
Autres actifs financiers	-	-
TOTAL	1 125 720	-

18.7. Montant de capital social

Le 31 décembre 2018, l'entreprise détenait un capital social de 10 000 000 euros, entièrement souscrit et libéré.

18.8. Actions représentant le capital social

Le 31 décembre 2018, le capital social était composé de 2 000 000 actions, à la valeur nominale de 5 euros chacune.

19. AVANTAGES DU PERSONNEL

19.1. Avantages postérieurs à l'emploi

Le 31 décembre 2018, 113 collaborateurs bénéficiaient d'avantages postérieurs à l'emploi par rapport à des régimes à prestations définies. Le 31 décembre 2018, les opérations de l'exercice sont résumées comme suit :

CHARGES DE PENSIONS	31.12.2018	31.12.2017
Coût des services courants	315 991	267 113
Coûts des intérêts	307 037	345 055
Gains et pertes actuariels	-	-
Rendement des actifs	(239 715)	(327 224)
Autres variations	-	-
TOTAL	383 313	284 944

Le 31 décembre 2018, nous enregistrons un déficit dans le montant d'engagements passés par rapport au montant du fonds existant à hauteur de 627 762 euros (2017 : 2 438 455 euros). La réduction du déficit constatée en 2018 est due à la contribution pour le fonds d'un montant de 2 000 000 euros. Ce montant est enregistré dans le poste « Créanciers pour hausse des charges ». Les responsabilités vis-à-vis des actifs dans le scénario de solvabilité sont totalement financées.

En ce qui concerne les montants cumulés des gains et pertes actuariels, ceux-ci sont enregistrés dans le poste des capitaux propres, « Ajustements / Autres variations des capitaux propres », à hauteur de 1 065 500 euros (2017 : 1 499 220 euros).

Hypothèses utilisées pour l'étude actuarielle de 2018 et 2017 :

	31.12.2018	31.12.2017
Table de mortalité	TV 88/90	TV 88/90
Âge normal de la retraite	65 ans	65 ans
Nombre de pensions dans l'année	13	13
Taux de rendement annuel des actifs	4,5 %	4,5 %
Taux de croissance des salaires	1,75 %	1,75 %

19.2. Avantages sociaux

Au 31 décembre 2018, dans le cadre de l'activité de la Conduril Academy (centre agréé par les entités chargées de la formation professionnelle dans les pays où celle-ci opère), environ 697 collaborateurs en Angola et au Mozambique bénéficiaient de plans de connaissance spécialisés, aussi bien dans le domaine technique et professionnel que dans celui de l'alphabétisation et de la scolarisation, sur leurs lieux de travail. Les charges associées à cette activité sont financées dans leur totalité par CONDURIL - Engenharia, S.A.. Le 31 décembre 2018, les opérations/ actions/programmes de l'exercice sont résumés comme suit :

CHARGES ASSOCIÉES AUX PROGRAMMES DÉFINIS CONDURIL ACADEMY	31.12.2018
PAAE (Programme d'alphabétisation et d'accélération scolaire)	258 543
Formation technique et professionnelle	180 980
Formation humaine et culturelle	25 854
RVCCP (Procédure de reconnaissance, validation et certification des compétences professionnelles)	51 709
TOTAL	517 086

20. AUTRES INFORMATIONS

20.1. État et autres organismes publics

Le détail du poste « État et autres organismes publics », au 31 décembre 2018 et 2017, est le suivant :

ACTIF	31.12.2018	31.12.2017
Impôt sur le revenu des personnes physiques	4 177	5 144
Taxe sur la valeur ajoutée	8 634 165	7 921 667
Autres impositions	2 784 753	4 195 775
Impôt sur le revenu des personnes morales	3 442 611	1 771 230
TOTAL	14 865 706	13 893 816

PASSIF	31.12.2018	31.12.2017
Impôt sur le revenu des personnes physiques	464 789	479 379
Taxe sur la valeur ajoutée	7 685 584	5 602 950
Cotisations à la Sécurité sociale	544 078	606 125
Impôt sur le revenu des personnes morales	7 813 881	2 697 765
Autres impositions	782 446	451 750
TOTAL	17 290 778	9 837 969

20.2. Ventes et prestations de services

Les ventes et les prestations de services, au 31 décembre 2018 et 2017, se sont réparties comme suit :

	31.12.2018	31.12.2017
Marché intérieur	29 283 666	26 713 409
Marché extérieur	95 290 822	120 094 108
TOTAL	124 574 488	146 807 517

20.3. Fournitures et services extérieurs

Le poste « Fournitures et services extérieurs », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2018 et 2017, se compose comme suit :

	31.12.2018	31.12.2017
Contrats de sous-traitance	24 033 251	21 989 482
Services spécialisés	847 168	7 232 822
Matériaux	1 264 955	2 983 701
Énergie et fluides	3 718 127	6 560 005
Déplacements, séjours et transports	3 808 153	3 708 575
Loyers et locations	4 648 906	4 822 192
Communication	372 262	492 063
Assurances	1 062 847	836 471
Redevances	18 195	19 574
Contentieux et notaires	38 181	36 915
Frais de représentation	101 001	107 097
Nettoyage, hygiène et confort	277 167	364 224
Autres services	3 237 091	3 165 706
TOTAL	43 427 304	52 318 827

20.4. Frais de personnel

Le poste « Frais de personnel », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2018 et 2017, se compose comme suit :

	31.12.2018	31.12.2017
Rémunérations des organes sociaux	1 718 990	1 132 581
Rémunérations du personnel	25 634 651	30 494 825
Indemnités	163 773	88 527
Avantages postérieurs à l'emploi (Note 19)	383 313	284 944
Charges sur rémunérations	2 890 782	2 978 236
Assurances accidents du travail et maladies professionnelles	760 886	807 751
Charges aide sociale	1 789 758	2 299 793
Autres	781 866	1 798 305
TOTAL	34 124 019	39 884 962

20.5. Autres revenus

Le poste « Autres revenus », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2018 et 2017, se compose comme suit :

	31.12.2018	31.12.2017
Revenus supplémentaires	1 432 546	1 554 623
Escomptes obtenus pour paiement comptant	200 855	14 295
Différences de change favorables	4 326 804	11 911 511
Gains de stocks	11 310	7 567
Revenus et produits dans les autres actifs non financiers	382 561	352 958
Corrections relatives à des exercices précédents	622 517	1 568
Intérêts perçus	2 656 666	3 699 513
Dividendes perçus	800 907	4 178 380
Revenus de pénalités contractuelles	7 964 594	-
Autres	197 364	665 066
TOTAL	18 596 124	22 385 481

20.6. Autres charges

Le poste « Autres charges », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2018 et 2017, se compose comme suit :

	31.12.2018	31.12.2017
Impôts	1 682 627	3 319 817
Escomptes attribués pour paiement comptant	1 041 837	818 807
Créances irrécouvrables	29 364	51 949
Différences de change défavorables	9 674 480	11 419 436
Pertes de stocks	801 086	-
Pertes et charges dans les autres immobilisations financières	63 595	-
Charges et pertes dans des investissements non financiers	1 963	31 643
Corrections relatives à des exercices précédents	534 070	56 013
Autres	1 044 146	476 046
TOTAL	14 873 168	16 173 711

20.7. Résultats financiers

Les résultats financiers se composent comme suit :

CHARGES ET PERTES DE FINANCEMENT	31.12.2018	31.12.2017
Charges d'intérêts	5 817 004	10 661 764
Autres charges et pertes de financement	590 895	605 723
TOTAL	6 407 899	11 267 487

20.8. Compte de régularisation

Les charges et les produits constatés d'avance se composent comme suit :

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	31.12.2018	31.12.2017
Charges à comptabiliser – assurances	226 904	244 376
Charges à comptabiliser – autres	63	4 018
Fonds de pension – excédent (Note 19)	-	-
Autres	135 580	368 526
	362 547	616 920

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	31.12.2018	31.12.2017
Produits à comptabiliser – NCRF 19	288 522	1 351 056
Fonds de pension (Note 19)	-	-
Facturation à comptabiliser	317 526	466 164
TOTAL	606 048	1 817 220

20.9. Autres comptes débiteurs et autres comptes créditeurs

Le poste « Autres comptes débiteurs », au 31 décembre 2018 et 2017, se compose comme suit :

	31.12.2018	31.12.2017
Fournisseurs soldes débiteurs	877 518	613 587
Personnel	42 685	43 606
Fournisseurs d'investissements	-	-
Acomptes sur ventes	631 274	49 751
Débiteurs pour hausse des revenus	30 525 446	14 287 242
Avances aux fournisseurs	508 947	2 156 920
Débiteurs divers	19 955 686	12 946 680
TOTAL	52 541 556	30 097 786

Le poste « Autres comptes créditeurs », au 31 décembre 2018 et 2017, se compose comme suit :

	31.12.2018	31.12.2017
Clients soldes créditeurs	37 349	43 199
Personnel	1 558 217	2 162 025
Fournisseurs d'investissements	264 253	164 024
Créanciers pour hausse des charges – rémunérations	1 520 260	2 872 313
Créanciers pour hausse des charges – autres	5 443 926	3 390 641
Créanciers divers	1 447 942	1 268 000
TOTAL	10 271 947	9 900 202

20.10. Proposition d'affectation des résultats

Conformément aux dispositions légales et statutaires, à la politique de juste rémunération du capital investi et au renforcement de sa solvabilité, le Conseil d'administration propose que le résultat net de l'exercice, à hauteur de 3 045 198 euros, soit distribué comme suit :

- Dividendes : 900 000 euros, ce qui correspond à 0,50 euro par action ;
- Réserves libres : 2 145 198 euros.

21. INFORMATIONS À FOURNIR IMPOSÉES PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES

L'entreprise n'a aucune dette envers l'État, au titre du décret-loi n° 534/80, du 7 novembre.

En application du décret-loi n° 411/91, du 17 octobre, la situation de l'entreprise au regard de la sécurité sociale est en règle, dans les délais impartis par la loi.

22.2. Honoraires du Contrôleur légal des comptes

En 2018, les honoraires du Contrôleur légal des comptes se sont élevés à 28 750 euros.

L'administration,

22. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES POUR LES ENTITÉS VISÉES À L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT H) ET À L'ARTICLE 9, PARAGRAPHE 4, TOUS LES DEUX DU DÉCRET-LOI N° 158/2009, DU 13 JUILLET, TEL QUE MODIFIÉ PAR LE DÉCRET-LOI N° 98/2015, DU 2 JUIN

Le comptable certifié,

22.1. Chiffre d'affaires net ventilé par des marchés géographiques

	31.12.2018	31.12.2017
Portugal	32 103 138	29 639 579
Angola	51 543 022	83 839 315
Mozambique	11 009 040	3 046 700
Maroc	-	419 526
Zambie	21 406 554	18 199 823
Malawi	5 159 291	4 697 626
Gabon	3 353 443	6 964 948
TOTAL	124 574 488	146 807 517



04 RAPPORT ET AVIS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS **2018**

EXERCICE DE 2018

COMPTES CONSOLIDÉS

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

En application des dispositions légales, le Conseil de surveillance présente ci-après son rapport et donne son avis sur le rapport consolidé de gestion, le bilan et les comptes consolidés et la proposition d'affectation des résultats qui lui ont été présentés par le Conseil d'administration de CONDURIL - Engenharia, S.A., concernant l'exercice clos le 31 décembre 2018.

RAPPORT

Dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil s'est réuni régulièrement et a suivi l'activité sociale et l'évolution des affaires de CONDURIL - Engenharia, S.A., tout en veillant et en assurant le respect de la loi et des statuts, afin de prendre connaissance des actes pris par le Conseil d'administration, qui a toujours fourni les précisions demandées.

Toujours dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil a soigneusement examiné le rapport de gestion consolidé présenté par le Conseil d'administration, le bilan consolidé, le compte de résultat consolidé, les flux de trésorerie consolidés et les variations des capitaux propres consolidés, concernant l'exercice clos le 31 décembre 2018, ainsi que l'annexe et ses notes explicatives. Ces documents sont considérés en bon ordre et, dans son ensemble, donnent une image fidèle de l'activité développée et de la situation patrimoniale.

Dans le cadre de sa compétence, le Conseil a été informé des travaux qui ont été développés au cours de l'année par le cabinet d'audit, il a obtenu de celui-ci les renseignements et les précisions, fournies par sa représentante, nécessaires à la surveillance du contrôle légal et des documents de reddition des comptes, il a pris acte du rapport respectif de conclusions et de recommandations d'audit envoyé au Conseil d'administration, et il a examiné la certification légale des comptes consolidés, document qui mérite son accord par rapport à sa teneur.

Également dans le cadre de sa compétence, le Conseil marque son accord concernant les méthodes comptables et les critères d'évaluation utilisés.

Eu égard à ce qui précède, le Conseil considère que le rapport de gestion, le bilan, le compte de résultat, les flux de trésorerie et les variations des capitaux propres, consolidés, permettent, dans leur ensemble, la bonne compréhension de la situation financière consolidée de CONDURIL - Engenharia, S.A. au 31 décembre 2018, et des résultats de l'exercice clos à cette date, et considère

04.

CONSEIL DE SURVEILLANCE

également que les dispositions légales et statutaires ont été respectées.

Finalement, le Conseil souhaite, à l'image du Conseil d'administration, remercier les collaborateurs pour leur engagement et dévouement.

Ainsi, le Conseil de surveillance est de l'

AVIS

1. que le rapport de gestion consolidé, le bilan consolidé, les comptes consolidés et leurs annexes, concernant l'exercice clos le 31 décembre 2018, soient approuvés,

2. que la proposition d'affectation des résultats comprise dans le rapport de gestion consolidé, dans les termes présentés par le Conseil d'administration, soit approuvée.

Fait à Ermesinde, le 13 mars 2019

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

Ademar Américo Soares Paiva, président

Maria de Lourdes Lopes Chaves

Júlio Gales Ferreira Pinto



05 CERTIFICATION LÉGALE DES COMPTES CONSOLIDÉS

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS **2018**

RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Opinion

Nous avons procédé à l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Conduril - Engenharia, S.A. (le groupe), qui comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2018 (présentant un total de 346 526 010 euros et un total de capitaux propres de 212 498 170 euros, incluant un résultat net de 3 045 107 euros), le compte de résultat consolidé par nature, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'année écoulée à cette date, ainsi que les notes annexées aux états financiers consolidés comprenant une synthèse des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints reflètent fidèlement, dans tous leurs aspects essentiels, la situation financière consolidée de Conduril - Engenharia, S.A. au 31 décembre 2018, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie consolidés pour l'année écoulée à cette date, conformément aux Normes comptables et d'information financière adoptées au Portugal à travers le Système de normalisation comptable.

Fondements

Notre audit a été mené conformément aux normes internationales d'audit (ISA) et aux autres normes et orientations techniques et éthiques de l'ordre portugais des contrôleurs légaux des comptes. En vertu de ces normes, nos responsabilités sont décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur concernant l'audit des états financiers consolidés » ci-dessous. Conformément à la loi, nous sommes indépendants des entités faisant partie du groupe et répondons à toutes les exigences éthiques du code d'éthique de l'ordre portugais des contrôleurs légaux des comptes.

Nous sommes convaincus que les éléments probants d'audit sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Responsabilités de l'organe de gestion et de l'organe de surveillance concernant les états financiers consolidés

L'organe de gestion est responsable de :

- la préparation d'états financiers consolidés reflétant fidèlement la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie du groupe conformément aux Normes comptables et

05.

CERTIFICATION
LÉGALE DES
COMPTES
CONSOLIDÉS

d'information financière adoptées au Portugal à travers le Système de normalisation comptable ;

- l'établissement du rapport de gestion en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;
- la création et maintenance d'un système de contrôle interne approprié afin de permettre la préparation d'états financiers exempts d'inexactitudes significatives, en raison de fraudes ou d'erreurs ;
- l'adoption de critères et de méthodes comptables appropriés au vu des circonstances ; et
- l'évaluation de la capacité du groupe à maintenir ses opérations, en diffusant, le cas échéant, les questions pouvant soulever des doutes sérieux concernant la continuité des activités.

L'organe de surveillance est responsable de la procédure de préparation et de publication de l'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur concernant l'audit des états financiers consolidés

Notre responsabilité est d'obtenir une assurance raisonnable sur le fait que l'ensemble des états financiers consolidés sont exempts d'inexactitudes significatives, en raison de fraudes ou d'erreurs, et d'établir un rapport présentant notre opinion. On entend par « assurance raisonnable » un niveau élevé de sécurité, mais non la garantie qu'un audit mené conformément aux normes ISA détectera toujours l'existence d'inexactitudes significatives. Ces inexactitudes peuvent provenir de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées significatives lorsque l'on peut raisonnablement attendre qu'elles, seules ou combinées, peuvent influencer les décisions économiques prises par les utilisateurs ayant pour base ces états financiers.

Dans le cadre d'un audit conforme aux normes ISA, nous portons des appréciations professionnelles avec une attitude de scepticisme professionnel au cours de l'audit et nous :

- identifions et évaluons les risques d'inexactitude significative des états financiers consolidés, en raison de fraudes ou d'erreur, nous définissons et exécutons des procédures d'audit répondant à ces risques, et nous obtenons des éléments probants d'audit suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque qu'une inexactitude significative ne soit pas détectée en raison de fraudes est plus élevé qu'en raison d'erreurs, une fois que les fraudes peuvent impliquer des collusions, des falsifications, des omissions intentionnelles, de fausses

déclarations ou des chevauchements avec le contrôle interne ;

- obtenons une compréhension du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées au vu des circonstances, mais non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- évaluons l'adéquation des méthodes comptables utilisées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations correspondantes fournies par l'organe de gestion ;
- apprécions l'adéquation de l'utilisation, par l'organe de gestion, du principe de la continuité et, sur base des éléments probants d'audit, s'il existe une incertitude significative liée à des événements ou des conditions pouvant soulever des doutes sérieux quant à la capacité du groupe à maintenir ses activités. Si nous concluons qu'il existe une incertitude significative, nous devons attirer l'attention dans notre rapport sur ces informations dans les états financiers ou, si celles-ci ne sont pas appropriées, changer notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants d'audit obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Néanmoins, des événements ou des conditions futurs peuvent conduire le groupe à cesser ses activités ;
- évaluons la présentation, la structure et le contenu global des états financiers consolidés, y compris les informations, et si ces états financiers reflètent les transactions et les événements sous-jacents afin d'attendre une présentation appropriée ;
- obtenons des éléments probants d'audit suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités ou des activités au sein du groupe afin d'exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de l'orientation, de la supervision et de la performance de l'audit du groupe, ainsi que les responsables en dernier ressort de notre opinion concernant l'audit ;
- communiquons avec les responsables de la gouvernance, entre autres, la portée et le calendrier prévu de l'audit, ainsi que les conclusions significatives de l'audit, y compris tout manquement significatif de contrôle interne identifié au cours de l'audit.

Notre responsabilité inclut également la vérification de la concordance entre l'information figurant au rapport de gestion et les états financiers consolidés.

RAPPORT SUR D'AUTRES EXIGENCES JURIDIQUES ET RÉGLEMENTAIRES

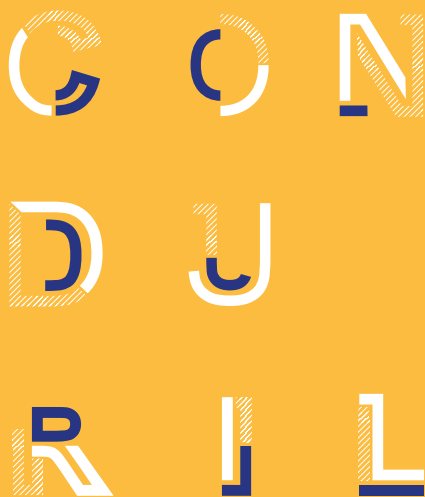
Sur le rapport de gestion

En application de l'article 451, paragraphe 3, point e) du Code portugais des sociétés commerciales, nous sommes d'avis que le rapport de gestion a été préparé en conformité avec les exigences juridiques et réglementaires applicables en vigueur, que l'information y figurant est conforme aux états financiers qui ont fait l'objet d'audit et que, compte tenu de la connaissance et de l'évaluation faite sur le groupe, nous n'avons pas identifié d'inexactitudes significatives.

Fait à Porto, le 12 mars 2019

HORWATH & ASSOCIADOS, SROC, LDA.

Représenté par Ana Raquel Borges L. Esperança Sismeiro (CLC 1126)



CONDURIL - ENGENHARIA, S.A.

Avenida Eng.º Duarte Pacheco, n.º 1835
4445-416 Ermesinde – Portugal
T. +351 229 773 920
geral@conduril.pt

CONDURIL

ANGOLA

Rua 2 IL (ao Largo do Ambiente)
Município de Ingombota – Luanda – Angola
T. +244 949 422 665
expgeral@conduril.pt

CONDURIL

MOÇAMBIQUE, ENOP

Estrada Nacional n.º 4, Tchumene 2,
Parcela 3380/12 – Matola – Moçambique
T. +258 219 025 88
delegacao@conduril.co.mz

CONDURIL

BOTSWANA

Tribal Lot 86 Portion 955 Isis Village
Tlokweng – Gaborone – Botswana
T. +267 319 02 53
info@conduril.co.bw

CONDURIL

ZÂMBIA

Plot 3817 Martin Mwamba Road
Lusaka – Zambia
PO Box 473 P/Bag E891 Manda Hill
Lusaka – Zambia
T. +260 211 291 441
zambia@conduril.pt

CONDURIL

MALAWI

Campe Site P.O. Box. 40
Liwonde – Malawi
T. +265 994 956 884
malawi@conduril.pt

CONDURIL

GABÃO

Nzeng-Ayong (Après le carrefour GP)
Libreville – Gabon
gabon@conduril.pt

CONDURIL

AÇORES

Rua Padre João Baptista de Valles,
n.º 3 1º, SU/NA
9500-791 Ponta Delgada
geral@conduril-acores.pt

MÉTIS

Parque Industrial de Viana – B.º - Capalanga
Município de Viana – Luanda – ANGOLA
T. +244 939 212 517
expgeral@metis-engenharia.com

URANO

Polo Industrial de Viana, Zona do Km 25
Município de Viana – Comuna do Zango –
Luanda – ANGOLA
T. +244 939 133 245
geral@urano-metalomecanica.com

EDIRIO, CONSTRUÇÕES, S.A.

Rua Dr. Francisco Sá Carneiro, 22
4825-087 Água Longa – Santo Tirso
T. +351 229 688 411
geral@edirio.pt